

Des Enjeux Elevés

L'éducation des filles en Afghanistan



Tandis que des millions de filles s'étaient inscrites à l'école après la chute des Talibans, les efforts des donateurs et des gouvernements pour améliorer l'éducation ont ralenti et l'insécurité croissante a rapidement compromis l'accès de beaucoup de filles à l'instruction. Il est absolument nécessaire qu'une nouvelle approche soit adoptée, tant par le gouvernement afghan que par les donateurs afin de préserver les progrès réalisés.



Table des Matières

Remerciements	3
Acronymes et abréviations.....	4
Résumé Général.....	5
Introduction.. ..	8
Résultats des Recherches.....	10
Fréquentation scolaire.. ..	10
Une réussite désirée	11
Pauvreté.	12
Mariage précoce et/ou forcé.....	14
Insécurité.....	14
Rôle des familles et des communautés	16
Accès physique à l'éducation.....	18
Qualité de l'éducation.....	20
Recommandations.....	24
Annexe A : Méthodologie.....	29
Annexe B : Résumé des résultats principaux.....	32
Notes.....	41

Remerciements

Cette recherche a été conjointement conçue et réalisée par les organisations suivantes: Afghan Civil Society Forum (ACSF), Afghan Development Association (ADA), Afghan Peace and Democracy Act (APDA), Afghan Women's Network (AWN), Afghan Women Services and Education Organization (AWSE), All Afghan Women's Union (AAWU), CARE, Cooperation Centre for Afghanistan (CCA), Coordination of Afghan Relief (CoAR), Coordination of Humanitarian Assistance (CHA), Education Training Center for Poor Women and Girls of Afghanistan (ECW), Legal and Cultural Services for Afghan Women and Children (LCSAWC), Oxfam, Sanayee Development Organization (SDO), Shuhada and Swedish Committee for Afghanistan (SCA).

L'auteur original de ce rapport est Ashley Jackson. Cependant, ce projet a été en grande partie le produit d'une collaboration et n'aurait pu être accompli sans la participation de nombreuses personnes. L'auteur voudrait tout particulièrement mettre en évidence les contributions apportées par les personnes et organisations suivantes :

Lynn Yoshikawa et Aliase Hassany qui, depuis le début, ont guidé la conception de cette recherche et aidé à coordonner son processus sur le terrain; Kobra Ahmadi, pour son assistance dans la réalisation des recherches principales et la gestion de la recherche sur le terrain; le Ministère de l'Education (MoE) pour leur soutien tout au long du processus de recherche et pour le partage de leurs données; Louise Hancock pour le travail d'édition; Nate Koach et Matt Waldman pour leurs contributions au contenu et à la conception; et plusieurs autres personnes qui ont voulu rester anonymes pour leurs contributions et soutien tout au long du processus.

La traduction en Dari a été réalisée par Jawed Nader; celle en Pashto par Shamsullah Sampai.

L'auteur et les organisations participantes voudraient remercier plus que tout les hommes et les femmes qui, dans tout l'Afghanistan, ont partagé leurs expériences et visions auprès des chercheurs pendant cette étude.

Crédits photographiques : la photo de couverture et les photos aux pages 17, 25 et 27 ont été prises par Elissa Bogos ; celle figurant à la page 18 a été prise par Mohammad Alam.

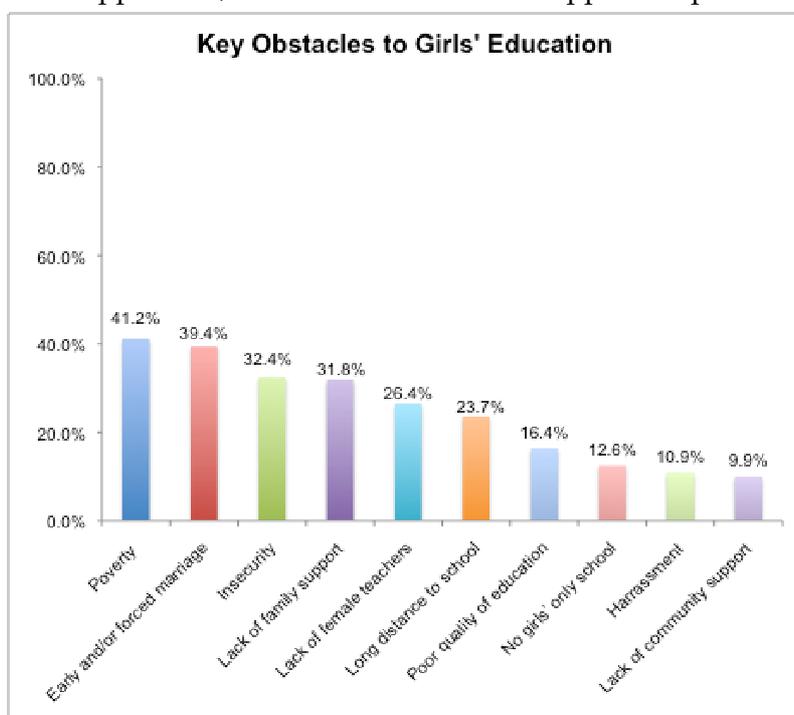
Acronymes et Abréviations

AIHRC	Commission Indépendante Afghane des Droits de l'homme
AKDN	Réseau de Développement Aga Khan
AREU	Unité d'Évaluation et de Recherche Afghane
ARTF	Fonds Afghane de Reconstruction
AOG	Groupes d'Opposition Armés
IWA	Integrity Watch Afghanistan
MoE	Ministère de l'Education
NRVA	Enquête Nationale sur les Risques et les Vulnérabilités
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PRT	Équipe Provinciale de Reconstruction
SCA	Comité Suédois pour l'Afghanistan
ONU	Nations Unies
MANUA	Mission d'Assistance des Nations Unies en Afghanistan
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
PAM	Programme Alimentaire Mondial

Résumé Général

L'éducation des femmes a fait face à des obstacles importants en Afghanistan, mais il y a eu d'énormes améliorations depuis 2001. . Sous les Talibans, la plupart des écoles de filles ont été fermées et le taux de scolarisation a chuté de 32% à 6,4%.ⁱ Pendant les premières années suivant la chute des Talibans, l'éducation était une priorité absolue pour le gouvernement afghan et les donateurs. Une grande partie de cette orientation des donateurs s'est concentrée sur le retour des enfants à l'école, avec un accent particulier sur le niveau primaire. La campagne intitulée « Back to school » (« Retour à l'école »), lancée en 2002, a considérablement augmenté les inscriptions qui ont quasiment septuplé, passant ainsi d'un chiffre avoisinant les 900.000 en 2000 à celui de 6.700.000 en 2009.ⁱⁱ Pour les filles, l'augmentation a été encore plus spectaculaire : les chiffres officiels concernant les inscriptions des filles sont passés d'un nombre estimé à 5.000 sous le régime Taliban, à 2,4 millions aujourd'hui..ⁱⁱⁱ

Bon nombre des filles inscrites pendant la campagne « Back to school » sont maintenant en train de d'achever leur cycle primaire. Cependant, , les efforts visant à améliorer l'éducation en Afghanistan commencés en 2006 ont commencé à ralentir. Près de cinq ans plus tard, ces efforts sont presque à bout de souffle. Il est absolument nécessaire qu' une nouvelle approche soit adoptée, tant par le gouvernement afghan que par les es donateurs, afin de préserver les progrès réalisés. Le MoE a sans aucun doute fait des progrès louables en améliorant l'accès et la qualité de l'éducation mais, avec un tel afflux d'étudiants au cours des dernières années, il peine à suivre le rythme de la demande. Avec des donateurs de plus en plus axés sur la stabilisation et la contre-insurrection plutôt que sur le développement, et une sécurité qui se détériore dans de nombreuses régions du pays, les progrès réalisés dans l'amélioration de l'éducation des filles risquent de disparaître. Les parents et les élèves sont toujours dans l'attente d'une formation de haute qualité mais ils sont de plus en plus frustrés par le manque d'avancées dans ce secteur. S'il n'y a pas d'importants investissements dans l'éducation post-primaire, ces élèves risquent d'être " mis de coté, coupés de toute envie d'apprendre, et brisés dans leur développement personnel, social et professionnel." ^{iv}



Fondés sur des recherches de terrain, un examen de la littérature existante et des entretiens avec ceux qui travaillent dans le secteur de l'éducation, ce rapport porte un regard sur l'état de l'éducation des filles en Afghanistan, les actions nécessaires au maintien de leur scolarisation, et les méthodes à adopter afin qu'elles reçoivent une éducation de qualité. Au total, 630 parents, 332 enseignants, 687 femmes en âge d'être scolarisées en âge scolaire et 105 informateurs clés ont été interviewés dans 17 provinces. Les résultats de recherche indiquent que :

- *Les étudiantes aspirent profondément à réussir leur scolarité.* 71.8 % des filles interviewées veulent continuer leur éducation. De celles qui veulent continuer, 64.1 % veulent aller à l'université. De même, plus de la moitié des parents (50,8%) souhaitent que leur fille (s) termine (nt) l'université.
- *Beaucoup d'écoles ne disposent pas des infrastructures nécessaires à une éducation de qualité.* Les données du MoE montrent que 47 % des écoles en Afghanistan n'ont encore aucun bâtiment en dur.^v Ceci varie significativement selon les sites de recherche et particulièrement dans les régions rurales : Seulement 8.3% des personnes interviewées dans la ville de Balkh déclaraient que leur école disposait d'un bâtiment en dur contre 75% % à Kaboul.
- *La pauvreté est désignée comme l'obstacle principal de l'accès des filles à l'éducation.* 41,2% et 39.4% des personnes interrogées indiquent, respectivement, que la pauvreté et le mariage précoce/forcé sont des obstacles majeurs pour la scolarisation des filles.
- *Le nombre d'enseignantes disponibles est insuffisant pour répondre à la demande.* Plus d'un quart (26,4%) des personnes interrogées déclarent que le manque d'enseignantes est un obstacle majeur. Plus des deux tiers des enseignants (68,4%) ont indiqué que leur école ne possède pas suffisamment d'enseignants. Parmi ces enseignants, plus de la moitié (54,6%) ont déclaré qu'ils n'avaient besoin que d'enseignantes, 27,3% d'enseignants masculins et féminins, 12,3% d'enseignants supplémentaires de sexe masculin et 5,7% étaient incertains.
- *L'accès à l'éducation est insuffisant pour satisfaire la demande.* Presque le quart des interviewés (23.7 %) a indiqué que la distance est un obstacle important. La distance, ainsi que l'assiduité dans les classes mixtes et les contacts avec les enseignants masculins, deviennent de plus en plus problématiques lorsque les filles s'approchent de l'adolescence et que les normes culturelles régulant leur comportement deviennent plus restrictives.
- *La décision concernant la scolarisation des filles et sa durée est complexe et varie extrêmement aussi bien au niveau des différents foyers que provinces.* Il existe aussi un rapport complexe entre les facteurs liés à la demande (tels que les comportements des communautés et les contraintes économiques) et ceux relatifs aux moyens disponibles (tels que les bâtiments scolaires et les enseignants compétents), qui indique ainsi que le fait de résoudre simplement une partie de l'équation n'aboutira pas nécessairement à l'augmentation de l'assiduité des filles à l'école.

Afin d'améliorer à la fois l'accès et la qualité de l'éducation des filles, ce rapport formule un certain nombre de recommandations au gouvernement afghan, aux donateurs ainsi qu'aux organisations humanitaires travaillant dans le secteur de l'éducation :

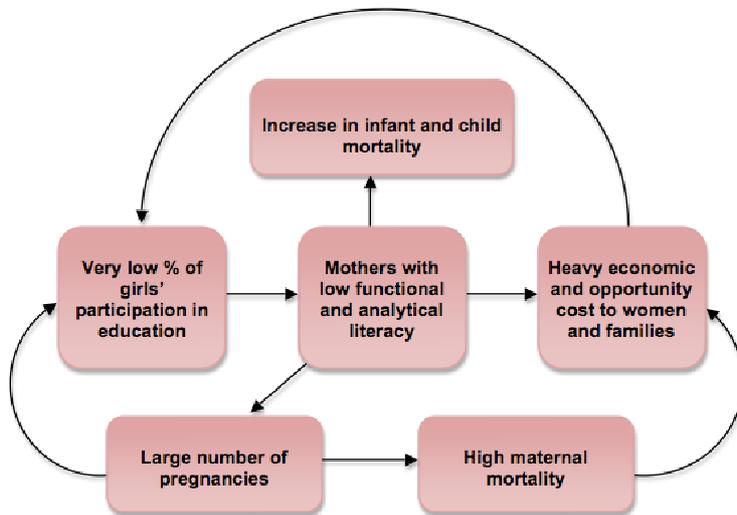
- *Augmenter le nombre des écoles pour filles bien équipées et favorables à leur accueil, notamment dans les régions rurales ou éloignées.* La proximité doit être un critère essentiel dans l'implantation de nouvelles écoles. Néanmoins, leur construction prendra du temps. Deux solutions provisoires, comme le transport vers les écoles éloignées et s'assurer du fait que les écoles existantes sont équipées d'un accès à l'eau potable et d'installations sanitaires adéquats, doivent être mises en place parallèlement aux solutions à long terme.
- *Augmenter le nombre et la qualité des enseignants de sexe féminin, en particulier dans les régions rurales ou éloignées.* Les programmes de formation des enseignants doivent être renforcés pour faire face à la pénurie d'enseignantes qualifiées. Les programmes d'incitation devraient

être revus et élargis afin de permettre qu'il y ait davantage d'enseignantes qualifiées accompagnant les enseignantes existantes dans les régions enclavées.

- *Se concentrer sur l'amélioration de la protection et de la sécurité des écoles, en particulier dans les zones de conflit.* Les écoles doivent être traitées comme des zones de sécurité démilitarisées. Les groupes d'opposition armés (AOG) doivent cesser les attaques contre les écoles ; le gouvernement afghan, les donateurs et les organisations humanitaires doivent faire plus pour comprendre la nature des menaces qui pèsent contre les écoles et les réduire.
- *Améliorer le suivi et la responsabilité des écoles à la fois au niveau local et central.* Le MoE n'a pratiquement pas d'outils de suivi systématique et des capacités limitées pour contrôler la performance et les conditions scolaires, en particulier dans les zones reculées ou non sécurisées. Mais l'amélioration du suivi, notamment par des mécanismes participatifs qui impliqueraient les parents et les membres de la communauté, pourraient non seulement renforcer la confiance, mais aussi réduire la corruption et permettre des économies financières.
- *Dans la mesure du possible, tenir compte des solutions locales et impliquer les parents ainsi que les communautés dans la prise de décision et la mise en œuvre.* Compte tenu du développement radicalement inégal du système éducatif dans l'ensemble de l'Afghanistan, les solutions pour accroître le nombre des filles à l'école doivent tenir compte des dynamiques locales. Cela comprend la création de nouvelles écoles avec le soutien de la communauté et l'appui aux Comités Villageois d'Education afin d'obtenir la décentralisation de la prise de décision au sein du MoE.
- *Redoubler d'efforts pour améliorer la qualité et l'accessibilité de l'enseignement secondaire et supérieur, avec une focalisation accrue sur les résultats pédagogiques.* Augmenter le nombre des écoles secondaires et supérieures pour filles, et élaborer des plans pour améliorer les écoles existantes afin de s'assurer qu'elles sont équipées du matériel adéquat, tels que des laboratoires et des bibliothèques.
- *Affiner les méthodes de ciblage et revoir les politiques du MoE afin de s'assurer qu'elles tiennent compte des spécificités des deux sexes et répondent aux divers besoins des étudiants Afghans.* Évaluer systématiquement les types d'interventions qui fonctionnent le mieux tout en prenant en compte les différents contextes afin de répondre à divers facteurs liés à la demande, tels que la pauvreté et les comportements de la communauté. Revoir les politiques du MoE afin de s'assurer qu'elles tiennent compte des spécificités des deux sexes et répondent aux besoins tant des étudiants masculins que féminins.
- *Multiplier les efforts pour accroître l'alphabétisation des adultes et offrir des possibilités d'apprentissage extrascolaires, en particulier pour les jeunes mères.* Le Plan National Stratégique d'Education comprend l'alphabétisation et la formation informelle des adultes et des enfants non scolarisés, mais cette approche doit être révisée pour répondre aux besoins des élèves adultes, en particulier des jeunes mères. La planification doit être décentralisée pour répondre aux besoins locaux. Plus de ressources financières doivent aussi être consacrées à ces programmes qui ne bénéficient aujourd'hui que de 1% du budget de l'éducation.
- *Veiller à ce que l'accès des filles à l'éducation ne soit pas sacrifié par l'un (des) accord(s) politique(s) avec les AOG.* Toutes les mesures possibles doivent être prises afin de s'assurer que les progrès réalisés pour accroître l'accès des filles à l'éducation depuis 2001 sont maintenus, et que celle-ci continue de s'améliorer lors négociations avec les AOG. Le gouvernement afghan, l'ONU et les donateurs doivent veiller à ce que l'accès des filles à l'éducation ne soit pas bradé. L'avenir de l'Afghanistan en dépend.

Introduction

Dans un pays où près de la moitié de la population est âgée de moins de 15 ans, l'éducation doit être une priorité absolue pour le gouvernement, l'ONU et les donateurs.^{vi} Pour les femmes, la situation est particulièrement urgente. Seulement 6% des femmes afghanes âgées de 25 ans ou plus ont reçu une éducation formelle et seulement 12% de celles âgées de 15 ans ou plus savent lire et écrire.^{vii}



Si le gouvernement réussira à maintenir la scolarisation des filles et ce pour combien de temps reste une question cruciale. De plus en plus de recherches internationales démontrent que plus une fille passe de temps à l'école, plus elle est susceptible de grandir en bonne santé, bien nourrie et économiquement autonome, ce qui est bénéfique aussi bien pour son bien-être que pour celui de ses enfants.

L'Afghanistan souffre de l'un des taux les plus élevés de mortalité infantile dans le monde et, pourtant alors que des études estiment que chaque année que les filles passent à l'école équivaut à une baisse^{viii} de 5 à 10% de la mortalité infantile.

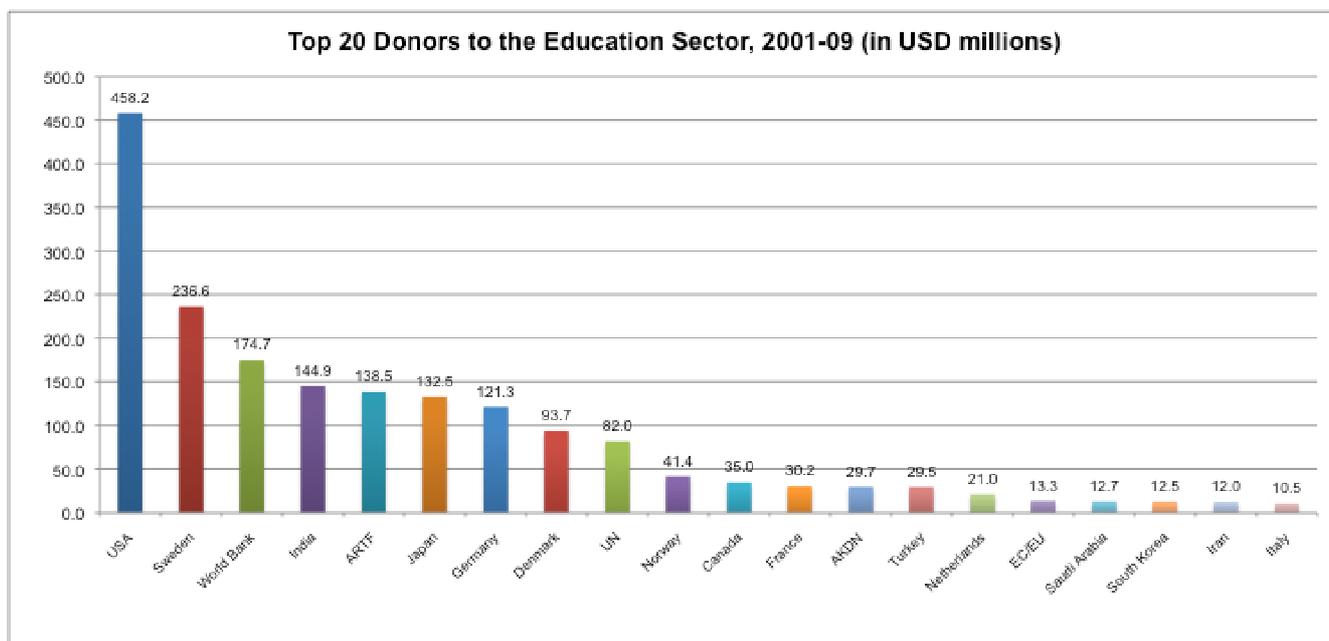
Certaines études ont montré que l'enseignement secondaire pour les

femmes peut aussi améliorer l'engagement civique et même réduire le taux de violence conjugale.^{ix} L'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres dans le monde et a besoin d'une population qualifiée et qui sache lire et écrire. La recherche démontre que «la formation primaire et secondaire provoquent une augmentation des salaires, aussi bien pour les hommes que pour les femmes.^x Par ailleurs, une étude de la Banque mondiale réalisée sur 100 pays indique qu'une augmentation de 1% de la proportion des femmes ayant terminé l'enseignement secondaire^{xi} équivaut à une augmentation moyenne de 3% de la croissance du revenu par habitant.

La campagne intitulée « Back to school » (« Retour à l'école »), une initiative conjointement lancée en 2002 par le gouvernement afghan et l'ONU, a permis de faire progresser énormément la scolarisation des garçons et des filles en Afghanistan. Depuis 2001, les donateurs ont contribué à hauteur d'environ 1,9 milliard de dollars pour la reconstruction du système éducatif, ce chiffre comprenant notamment la construction d'écoles, l'embauche d'enseignants et l'élaboration des programmes. Par conséquent, l'accès à l'éducation s'est sans aucun doute améliorée à travers l'Afghanistan.

Mais avec un tel afflux d'étudiants au cours des dernières années, le MoE a encore du mal à suivre le rythme de la demande. Les structures de planification et les capacités du gouvernement au niveau de Kaboul se sont améliorées, mais très peu de preuves indiquent que ces plans parviennent systématiquement à des résultats positifs au niveau communautaire.^{xii} Lorsque bon nombre des filles qui se sont inscrites pendant la campagne « Back to School » sont en train de terminer l'école primaire, plus doit être fait afin de s'assurer qu'elles continuent leur formation. Pourtant, jusqu'à présent, une grande partie de l'attention des donateurs s'est concentrée sur la quantité (augmentation du nombre d'étudiants inscrits et du personnel des enseignants au MoE) plutôt que sur la qualité (comme la mesure des résultats pédagogiques, l'augmentation du suivi et l'amélioration de l'enseignement secondaire). La scolarisation des filles diminue

considérablement au niveau secondaire et l'enseignement post-primaire n'a pas reçu l'attention nécessaire pour s'assurer que les élèves reçoivent une formation de haute qualité.



D'autre part, l'investissement des donateurs et du gouvernement dans l'éducation n'est certainement pas le seul facteur qui joue sur la scolarisation des filles. La décision des familles concernant la scolarisation de leur fille et sa durée est complexe et varie considérablement dans l'ensemble de l'Afghanistan. De multiples facteurs, comme la distance, la pauvreté, la perception de la qualité de la formation, et la sécurité, interagissent pour influencer ces décisions. Il y a également une interaction complexe entre les facteurs de la demande et ceux de l'offre, ce qui indique ainsi que résoudre simplement une partie de l'équation n'aboutira pas nécessairement à l'augmentation de l'assiduité des filles à l'école. Bien que la construction d'écoles, l'augmentation des efforts visant à former des enseignantes et à s'assurer que les enseignants soient payés à temps sont importants, ces seules mesures ne suffiront pas à résoudre le problème. L'attitude de la famille et de la communauté, le développement de l'insécurité et les facteurs économiques jouent un rôle essentiel dans l'accès des filles à l'éducation.

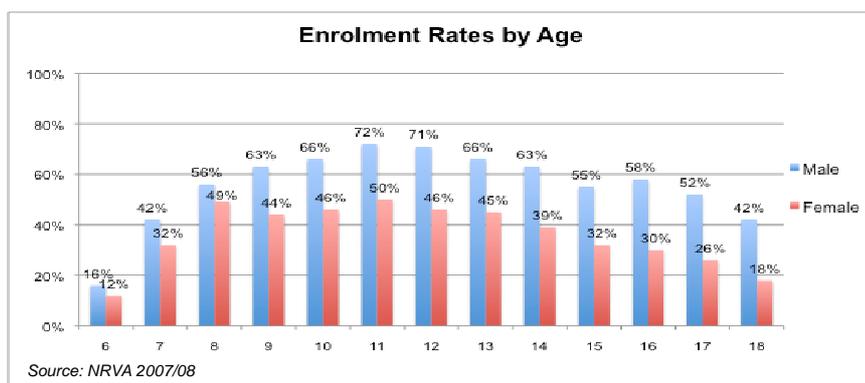
Ce rapport est divisé en deux sections principales. La première section donne un aperçu des recherches de terrain sur l'accès des filles à l'éducation menée dans 17 provinces, en s'appuyant sur les études et la littérature existantes afin de contextualiser cette analyse. Il aborde les aspirations et réussites des filles, ainsi que les obstacles à leur éducation en Afghanistan. La deuxième section présente des recommandations au gouvernement afghan, les principaux donateurs, l'ONU et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) afin d'améliorer l'accès des filles à une formation de qualité.

Résultats des recherches

Cette section se concentre sur les expériences et les perceptions de l'éducation des femmes en Afghanistan, sur la base de recherches de terrain faites dans 17 provinces, mais aussi en s'appuyant sur la littérature existante et les données du MoE nécessaires au contexte. La recherche sur le terrain a été menée de mai à Juillet 2010 dans cinq provinces du nord du pays (province de Badakhchan, Balkh, Kounduz, Takhâr et Samangân), trois dans l'Est (Khôst, Kunar et Nangarhâr), une autre au sud (Kandahar), deux dans les hautes terres centrales (Bâmiyân et Daikundi), quatre dans le centre (Ghazni, Kaboul, Parwân et Panshir) et deux dans l'ouest (Bâdghîs et Hérat). La recherche inclut des entretiens structurés avec 687 filles d'âge scolaire, 630 parents et 332 enseignants. Des discussions avec des groupes d'hommes adultes ainsi qu'avec des groupes de femmes adultes ont été menées dans chaque endroit, ainsi que des entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (y compris des employés du gouvernement, du MoE, de la shura ou membres du conseil communautaire, des mollahs et d'autres personnes).

Comme pour toute recherche, il y a un certain nombre de facteurs limitatifs. Les provinces sélectionnées d'Afghanistan ont été choisies de manière à fournir une image relativement diversifiée, bien que non complète, des différentes situations de l'éducation à travers le pays. En outre, il convient de noter que la composition des groupes de filles en âge d'être scolarisées interrogées au cours de la recherche sur le terrain ne reflète pas certaines caractéristiques essentielles au plan national. La majorité (82,7%) des filles en âge d'être scolarisées qui ont été interrogées vont régulièrement à l'école, contrairement à la majorité des filles en Afghanistan. Parmi les jeunes filles interrogées qui vont à l'école, la majorité est allée à l'école secondaire et supérieure (71,9%), alors que la majorité des filles afghanes scolarisées se concentre au niveau primaire. Cependant, s'entretenir avec des élèves plus âgés qui ont été à l'école plus longtemps a permis de mieux saisir la façon dont l'accès et la qualité de l'éducation ont changé au fil du temps et de comprendre ses défis de manière approfondie. Une description plus détaillée de la méthodologie et des défis est précisée à l'annexe A, et un résumé des résultats des recherches sur le terrain se trouve à l'annexe B.

Scolarisation et Assiduité

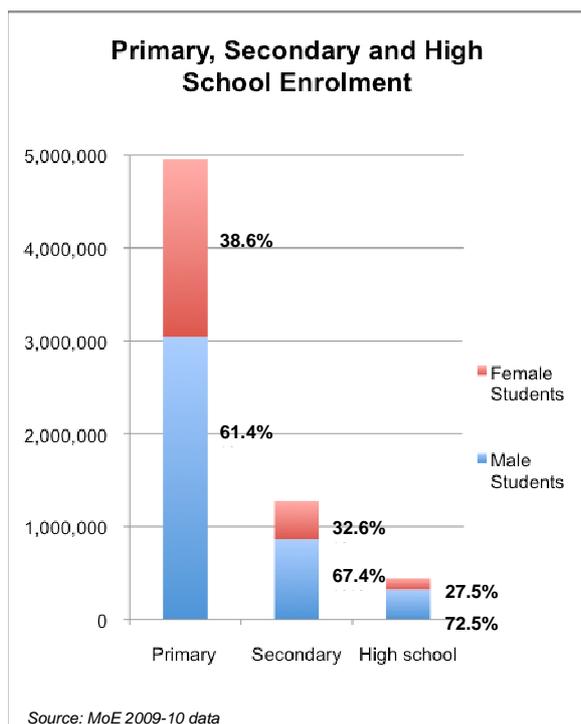


Selon la plus récente enquête nationale sur les risques et vulnérabilités (NRVA, 2007/08), 60% de l'ensemble des garçons et 42% de l'ensemble des filles étaient scolarisés dans le primaire - jusqu'à 43% et 29% respectivement en 2005. ^{xiii} Bien qu'il n'y ait aucun doute sur l'importance

des progrès réalisés dans la scolarisation des filles à l'école primaire, celle-ci chute brutalement au niveau secondaire. La scolarisation des filles et des garçons semble atteindre un pic à l'âge de 11 ans (autour du CM2) et baisse ensuite régulièrement.

Alors que 1,9 millions de filles sont inscrites à l'école primaire (du CP au CM2), 416.854 sont inscrites à l'école secondaire (de la 6^{ème} à la 3^{ème}) et 122.480 à l'université (de la 2^{nde} à la

Terminale). A mesure que les filles grandissent, l'écart entre les sexes augmente également, passant de 0,63 au niveau primaire, à 0,48 au niveau secondaire et 0,38 au niveau supérieur.^{xiv}



Les données du MoE indiquent qu'il y a aussi un écart important entre la scolarisation et la fréquentation réelle, ce qui suggère que sur les 2,4 millions de filles inscrites à l'école, peu suivent régulièrement des cours. Les données du MoE montrent que 19% de l'ensemble des enfants inscrits sont classés soit comme « absents temporaires », « absents pour une partie ou la totalité de l'année », ou « absents permanents ». La politique du MoE permet aux élèves classés comme absents permanents de rester sur les listes de scolarisation jusqu'à trois ans sans que ces étudiants soient allés à l'école au cours de cette période. En 2009, 22%, soit environ 446.682, des élèves de sexe féminin étaient soit absentes de l'école pour l'année (absentes temporaires) ou classées comme absentes permanentes, alors que

11%, ou 799.822, des étudiants de sexe masculin ont été absents temporaires ou permanents.^{xv}

Une réussite désirée

Parmi les filles en âge d'être scolarisées interrogées au cours de l'enquête, 71,8% veulent poursuivre leurs études, 9,9% ne le veulent pas, et 18,3% sont incertaines ou ne savent pas. Toutefois, étant donné que la majorité des filles interrogées durant l'enquête sont actuellement à l'école secondaire ou supérieure, ceci ne peut pas être considéré comme une représentation proportionnelle des aspirations des filles en Afghanistan. Notamment, celles-ci varient significativement entre celles qui vont et qui ne vont pas actuellement à l'école.

Parmi les jeunes filles qui n'y vont pas, 10,1% souhaitent y aller, 16,0% ne le veulent pas et 73,9% sont indécises ou ne savent pas. Quand elles sont interrogées sur ce sujet, beaucoup de filles qui ne savent pas ou ne veulent pas poursuivre une scolarité formelle expriment un désir de poursuivre leur éducation, même si elles sentent que c'est impossible. Une jeune femme de Bâdghîs a dit aux chercheurs : « L'éducation est bonne pour les femmes et je souhaite pouvoir retourner à l'école, mais nous sommes pauvres. Je ne veux pas aller à l'école parce que je dois aider ma famille. Mais si notre situation était meilleure et que je ne devais pas travailler autant, j'aurais aimé m'inscrire à une classe d'alphabétisation. »

Mais parmi ces filles fréquentant actuellement l'école, 84,7% veulent continuer, 8,6% ne le veulent pas et 6,7% sont incertaines. Peut-être sans surprise, plus elles sont à l'école, plus le désir de poursuivre leurs études augmente. Parmi les élèves du secondaire, 94% souhaitent poursuivre leurs études; 81,6% pour les élèves du secondaire, 66,2% pour les élèves du primaire.

Parmi les filles qui veulent poursuivre leurs études, 64,1% souhaitent obtenir un diplôme universitaire, 19,3% veulent seulement étudier jusqu'à la fin du lycée, 2,0% jusqu'à la fin des études secondaires, 1,2% jusqu'à fin des études primaires et 13,4% sont indécises ou ne savent pas. Encore une fois, le désir des

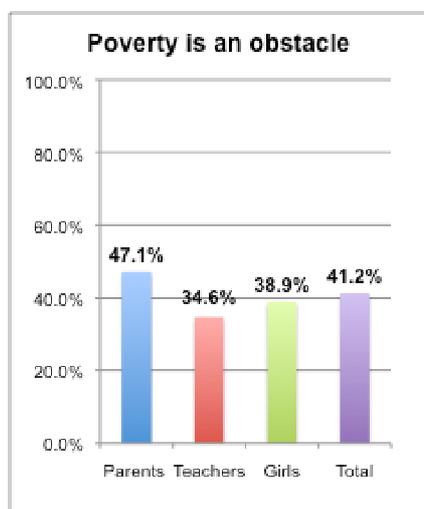
filles de poursuivre leurs études augmente au fur et à mesure qu'elles grandissent. Par exemple, 77,6% des élèves du secondaire ont déclaré qu'elles veulent obtenir un diplôme universitaire.

Les parents ont exprimé des attentes similaires. Plus de la moitié (50,8%) souhaitent que leur fille(s) terminent l'université, 19,4% veulent qu'elles étudient jusqu'à la fin du lycée, 11,9% jusqu'à ce qu'elles se marient, 8,3% jusqu'à la fin du secondaire, 1,4% jusqu'à achèvement du cycle primaire et 11,9% sont incertains. Toutefois, il convient de noter que des différences importantes existent entre les provinces étudiées. Par exemple, 82,5% des parents à Bamiyan veulent que leurs filles terminent des études universitaires, tandis qu'ils sont seulement 5,4% à le vouloir à Khost et seulement 20% des filles en âge d'être scolarisées à Takhar veulent obtenir un diplôme universitaire alors qu'elles sont 90,6% à le souhaiter à Kaboul.

Cela reflète peut-être à la fois la variété des comportements vis à vis de l'éducation et de l'inégalité de son accès dans l'ensemble de l'Afghanistan, en particulier dans le cas de l'enseignement supérieur. Le nombre de femmes inscrites à l'université à travers le pays a augmenté de 43,6% depuis 2007, mais l'accès reste inégal. Bien que les femmes représentent 34,9% du corps étudiant à Herat, ce chiffre n'atteint que 3,6% à Kandahar et 0,3% à Khost.^{xvi}

Néanmoins, les filles et leurs parents sont très ambitieux, si l'on compare ces chiffres avec la réalité qui veut que moins de la moitié des filles ne dépasse l'école primaire. En 2009, 19,9% des étudiants des universités du gouvernement étaient des femmes – ce qui représente une légère hausse, par rapport aux 17,4% de 2007.^{xvii} Même si de nombreux parents et leurs filles partagent le même désir de terminer leurs études secondaires ou universitaires, ils sont souvent limités par la combinaison de la pauvreté (et les coûts liés de scolarité), de la distance, de l'insécurité et de la crainte de pressions sociales négatives.

La pauvreté



La pauvreté a été désignée comme le principal obstacle à l'éducation des filles, selon 41,2% des personnes interrogées (47,1% des parents, 34,6% des enseignants et 38,9% des filles en âge d'être scolarisées). Quelque 9 millions d'Afghans, soit 36% de la population, ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins de base.^{xviii} Comme tant de ménages luttent pour joindre les deux bouts, l'éducation de leurs enfants doit être considérée dans un contexte de considérations économiques plus large.

Dans la plupart des familles, les enfants font partie intégrante de la stratégie de subsistance des ménages, soit en fournissant un appui aux activités génératrices de revenus (travail à la ferme ou travail accompli au sein du foyer, tels que le tissage de tapis), soit par la recherche un emploi formel, la mendicité ou par d'autres moyens. Comme le chef d'une shura de femmes à Herat l'a indiqué aux chercheurs, «quand les

familles ont des problèmes financiers, habituellement ils forcent les filles à travailler dans les fermes et comme cela équivaut à avoir un emploi à temps plein, elles ne peuvent donc pas aller à l'école. Ici, la plupart des filles qui abandonnent l'école le font en raison de la pauvreté de leur famille." Le gouvernement afghan estime qu'un enfant sur cinq sont employés, la majorité d'entre eux étant des jeunes de sexe masculin de 6 à 17 ans. ^{xix} Sans surprise, le taux net de scolarisation primaire et secondaire des enfants pauvres (respectivement 50% et 13%) est inférieur à celui des enfants qui ne sont pas classés comme tel (respectivement 53% et 18%).^{xx}

Parmi les personnes interrogées, les programmes scolaires d'alimentation ou la distribution de nourriture dans les écoles ont été largement approuvés comme un moyen de surmonter les obstacles liés à la pauvreté. En 2002, dans le cadre de la campagne « Back to school », le Programme Alimentaire

Mondial (PAM) a commencé à fournir un soutien à plus d'un million d'étudiants sous la forme de rations à emporter. Elle finance actuellement une variété d'interventions alimentaires en milieu scolaire, y compris des distributions de biscuits ou de repas de midi cuisinés pour 1,4 million d'enfants et des rations alimentaires à emporter pour 1,4 million d'enfants supplémentaires.^{xxi}

Mais le maintien de ces programmes, comme l'est leur impact sur la malnutrition chronique des enfants peut être remis en question. Le ciblage de tels programmes est difficile, étant donné qu'une proportion élevée d'enfants vivent dans la pauvreté. Alors que certains ont plutôt plaidé pour l'introduction universelle d'un repas de midi, ce qui a contribué à une augmentation de la fréquentation des filles dans certaines parties de l'Inde, d'autres ont fait valoir que les rations alimentaires à emporter sont plus efficaces parce qu'elles fournissent une incitation tangible aux ménages décideurs.^{xxii} Mais étant donné le manque de recherche sur l'impact des différentes initiatives en Afghanistan, il est difficile de dire quelles sont les interventions les plus efficaces pour accroître la fréquentation sur le long terme.

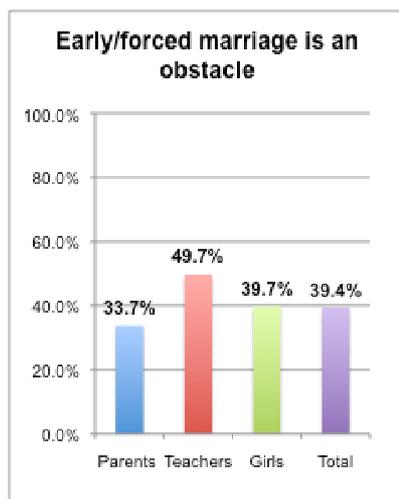
Plusieurs personnes interrogées ont reconnu les problèmes de tels programmes incitatifs. Par exemple, plusieurs ont noté que la participation semblait augmenter les jours où l'huile ou d'autres aliments étaient distribués, mais immédiatement décroître par la suite. Cependant, la plupart des personnes interrogées estiment que les avantages l'emportent sur les inconvénients. Interrogés sur l'augmentation durable de la fréquentation scolaire des filles qu'ont pu générer de tels programmes, beaucoup ont estimé que leur nécessité diminuera avec le temps. Selon une étudiante dans le Badakhshan, "les programmes du PAM sont positifs. Ils incitent les parents, notamment ceux appartenant aux familles les plus pauvres, à envoyer leurs filles à l'école. Mais quand je serai moi-même maman, nous n'aurons plus besoin d'eux. Nous connaissons la valeur de l'éducation parce que nous aurons été à l'école, et nous vous enverrons nos enfants sans l'aide de personne."

En outre, il y a souvent des frais qui peuvent dissuader les parents les plus pauvres d'envoyer leurs enfants à l'école. De nombreuses écoles lors de l'enquête étaient payantes afin d'employer des enseignants d'appoint, de faire de la collecte de fonds pour un nouveau bâtiment scolaire, et d'assumer d'autres coûts liés au maintien opérationnel des écoles. Ces conclusions font écho aux recherches respectivement menées par Oxfam en Daikundi en 2006, qui indiquait que 85% des écoles étaient payantes, et par le Human Rights Research and Advocacy Consortium (HRRAC) en 2004, qui a estimé que le coût annuel moyen à Kaboul de l'envoi d'un enfant au CP s'élevait à 350 afghanis (8 dollars US), 1.000 afghanis au CM2 (22 dollars US) et 1.700 afghanis en 3ème (37 dollars US).^{xxiii}

Ces frais sont souvent un fardeau économique qui exerce une pression supplémentaire sur les familles les plus pauvres, s'ajoutant ainsi aux frais accessoires liés à l'éducation, allant des uniformes et articles de papeterie (cahiers, stylos, crayons etc.), au transport et à l'argent de poche. Selon les étudiants interrogés, 71,3% ont déclaré que leur école ne fournit pas de papeterie, ce qui signifie que les parents doivent assumer de tels coûts, en plus des uniformes et, souvent, des manuels scolaires.

Comme un parent à Samangan l'a indiqué aux chercheurs, "Un des problèmes est que le gouvernement ne fournit pas tous les livres nécessaires aux étudiants, par conséquent, ils doivent les acheter à l'extérieur ... et certaines familles ne peuvent pas se permettre de payer pour toutes ces choses." Ceci semble être un facteur aggravant pour les garçons et les filles, selon un sondage effectué en 2009 par la Commission afghane indépendante des droits de l'homme (AIHRC), 4,6% des filles et 9,6% des garçons indiquent que c'est la raison de leur abandon.^{xxiv} Même si ce facteur ne peut expliquer à lui seul et de manière décisive la scolarisation des filles, ces frais annexes s'ajoutent à d'autres facteurs qui influent sur la prise de décision de la fréquentation scolaire.

Mariages précoces ou forcés



Pour les filles, le mariage peut aussi être considéré comme un moyen d'atténuer les pressions économiques car la dote de la mariée crée une source de revenu pour les ménages. Mais, souvent, lorsque les filles se marient, elles ne continuent pas leurs études. Par là même, 39,4% des personnes interrogées ont déclaré que le mariage précoce ou forcé est un obstacle majeur à l'éducation des filles, même si cette perception est plus fréquente chez les enseignants (49,7%) qu'elle ne l'est parmi les étudiants (39,7%) ou les parents (33,7%) .

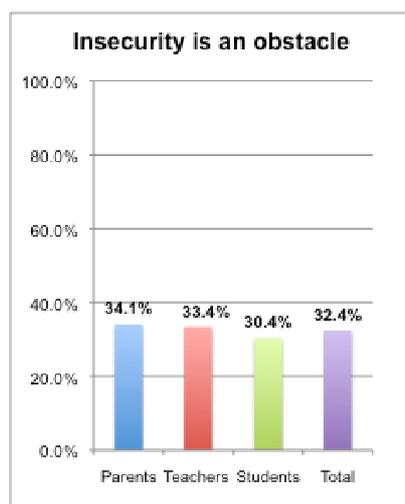
Bien qu'il soit important de rappeler que le mariage précoce est une pratique qui est déterminée par un ensemble complexe de facteurs sociaux et culturels, ceux économiques, souvent, jouent eux aussi leur rôle. Comme l'explique un directeur d'école secondaire à Herat: « Comme les gens sont pauvres et que les dotes sont très élevées, les filles sont obligées de se marier jeunes. La perception générale est que les filles doivent se contenter d'apprendre à lire et écrire, car faire plus est vraiment inutile. »

Sur le terrain, les chercheurs ont rencontré plusieurs cas où de jeunes filles mariées parvenaient à obtenir l'autorisation de poursuivre leurs études, soit à l'école, soit en formation professionnelle ou dans des classes d'alphabétisation. Mais le plus souvent, les filles n'ont pas pu poursuivre leurs études après leur mariage ou maternité. Souvent, on s'attend à ce qu'une fois mariées, les filles assument leur nouveau rôle d'épouse et de mère, leur laissant ainsi peu de temps pour aller à l'école. Comme une mère de Samangan l'indique, « Les filles doivent assumer plus de responsabilités quand elles se marient, comme l'éducation de leurs enfants. A ce moment là, je pense qu'elles accordent plus d'importance à prendre soin de leur famille qu'au fait d'aller à l'école, et si elles font l'inverse, les gens les jugent et les critiquent. »

La maternité est également considérée comme un obstacle important pour les filles qui poursuivent leurs études. Comme un enseignant à Khost le déclare: " Le fait qu'il n'y ait pas de lieu réservé à la garde des enfants à l'école empêche les jeunes filles d'y venir. Un membre de la famille ne peut même pas les aider en les gardant car c'est une contrainte supplémentaire. "

De nombreuses mères consentent à abandonner à l'école, ayant le sentiment, face aux attentes familiales et à l'obligation de garder les enfants, de ne pas pouvoir gérer la situation. Cependant, nombreux sont celles qui ont parlé de leur inscription, ou de leur désir de s'inscrire à des formations extrascolaires ou des cours d'alphabétisation avec d'autres mères, auxquels elles pourraient emmener leurs enfants ou les faire garder dans le cas où une garderie serait fournie

L'insécurité



L'insécurité est considérée comme l'obstacle le plus important pour l'éducation des filles après la pauvreté et le mariage forcé/précoce. Près du tiers (32,4%) des personnes interrogées ont désigné l'insécurité comme l'un des plus grands défis pour les filles scolarisées (34,1% des parents, 33,4% des enseignants et 30,4% des filles en âge d'aller à l'école).

“C'est une combinaison de traditions et d'insécurité [qui empêchent les filles d'aller à l'école]. Si nous étions en sécurité, nous pourrions construire des écoles, former des enseignants et parler aux parents pour qu'ils changent

d'avis. Mais ils ont peur et nous ne pouvons pas leur offrir beaucoup de soutien en raison de l'insécurité, il est difficile de les amener à changer leurs habitudes. " - *membre officiel du Ministère de l'Education, Kandahar.*

Alors que le conflit s'étend, l'accès aux services de base tels que l'éducation se dégrade. Comme le déclare, à Kandahar, ce père aux chercheurs : "Les attentats-suicides et les tirs récents nous ont obligés à garder nos enfants à la maison. J'espère que nous pourrions bientôt les renvoyer à l'école, mais la situation est bien trop compliquée maintenant."

Les écoles ont également été de plus en plus ciblées par les AOG ou d'autres éléments extrémistes. En 2009, 50 attaques par mois étaient en moyenne commises contre des écoles – mais ce chiffre a atteint les 250 lorsque les écoles ont été utilisées comme bureaux de vote durant les élections au mois d'août.^{xxv} Si les attaques directes contre les écoles ont considérablement augmenté depuis 2005, les lettres d'intimidation et les menaces semblent être encore plus fréquentes et ont des conséquences désastreuses, poussant souvent des enseignants à quitter leur emploi et des parents à garder leurs enfants à la maison par crainte pour leur sécurité. Selon le MoE, en raison de l'insécurité, 34% des écoles dans la province de Helmand et 61% de celles de Zabul restent fermées.^{xxvi} Comme le déclare une mère à Kandahar: «Les filles ici ne vont pas à l'école à cause des traditions et de l'insécurité. Il n'y a pas d'écoles pour filles et le gouvernement, qui affirme qu'aucun de ses fonctionnaires n'est en sécurité dans cette région et craint que ces derniers soient enlevés, ne peut pas les créer. Même s'il y avait des enseignants, nous n'enverrions pas nos enfants à l'école car ils pourraient mourir uniquement du fait d'y être allés, tant l'école ne peut assurer leur sécurité."

De telles attaques et menaces peuvent aussi avoir un effet boule de neige, causant la baisse de la fréquentation ou la fermeture des écoles situées dans les environs. Là où les écoles ne ferment pas complètement, chaque incident pèse aussi bien sur la décision des parents et des élèves concernant la scolarisation que sur la perception générale de savoir s'il est sûr pour les filles de continuer à aller à l'école. Compte tenu des restrictions sociales qui s'imposent aux filles et du ciblage accru des écoles pour filles, celles-ci sont davantage concernées que les garçons.^{xxvii} Comme l'a indiqué aux chercheurs ce parent à Kunduz, « l'insécurité s'aggrave et a généré la peur chez les familles. Alors, quand nous avons entendu parler d'empoisonnements dans certaines écoles, cela nous a vraiment découragé et de nombreux parents ont décidé de déscolariser leurs filles."

Même si la qualité des données s'est améliorée ces dernières années, un certain nombre de lacunes dans l'information et dans l'analyse persistent et limitent la compréhension de l'origine des menaces qui pèsent sur les écoles et de ce qui peut être fait pour les prévenir. Plusieurs entités ont régulièrement recueilli des informations sur les menaces ou les attaques contre les écoles, y compris le Ministère de l'éducation, la MANUA et l'UNICEF, mais aucun de leurs mécanismes n'ont systématiquement déterminé la source de financement de ces écoles, comme les EPR, les principaux donateurs internationaux ou le Ministère de l'Education. Par exemple, une enquête de 2009 soutenue par le Ministère de l'Education, CARE et la Banque mondiale démontre que les communautés estiment que les écoles construites par une EPR ou entretenant un lien significatif avec l'une d'elles, étaient plus susceptibles d'être attaquées. L'étude a également révélé que les communautés estiment que les écoles bénéficient d'une meilleure protection lorsque leurs membres sont impliqués dans la construction et les activités de l'école.^{xxviii}

Pourtant, il est difficile de déterminer dans quelle mesure cette perception est conforme à la réalité. Une pénurie touche aussi bien les analyses comparant la sécurité des écoles bénéficiant d'une forte implication de leur communauté à celles d'autres écoles, que les recherches relatives aux autres facteurs des conflits qui pourraient, par rapport aux menaces et aux attaques, avoir un impact plus large sur la fréquentation scolaire et l'entraver. Toutefois, l'enquête amène des preuves anecdotiques qui confirment la théorie selon laquelle la participation communautaire au sein des écoles augmenterait souvent la

"En rencontrant les parents, nous avons fait quelques progrès en les convaincant d'envoyer leurs filles à l'école, mais maintenant la sécurité se détériore. Nous avons formé plus d'enseignants et obtenu plus de soutien du Ministère de l'Education, mais si la sécurité est mauvaise, la fréquentation baisse. Alors que pouvons-nous faire? "

*- Une Enseignante
Balkh*

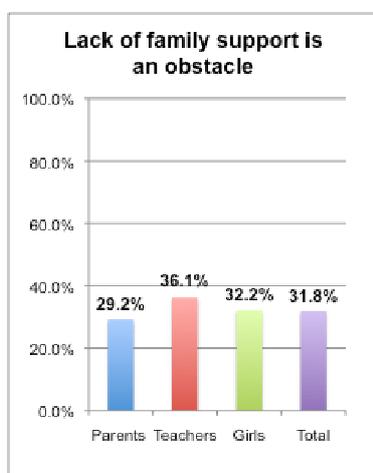
perception de leur sécurité. Selon un professeur à Badghis : «Depuis que notre lycée entretient des contacts avec les parents d'élèves, ils ont tendance à être très motivés et coopératifs avec notre école. Ils savent que nous devons travailler ensemble pour s'assurer que les étudiants sont en sécurité dans et hors de l'école.»

La perspective que les AOG prennent le contrôle des zones d'insécurité, et la probabilité que dès lors ils mettent en place des restrictions concernant l'accès des filles à l'éducation, a également pesé sur les décisions relatives à la scolarisation.^{xxix} Selon une enseignante à Khost, «certaines filles vont à l'école, mais la situation est trop incertaine. Nous sommes près de la frontière [du Pakistan], ainsi nul ne sait ce qu'il adviendra de la sécurité et quelles seront les conséquences, et beaucoup ont peur d'envoyer leurs filles à l'école.»

Il est important de se rappeler que le comportement des AOG concernant l'éducation des filles a varié durant l'insurrection. L'enquête indique que certaines communautés situées dans les zones d'insécurité ont négocié avec succès avec les AOG la scolarisation des filles. D'autres ont eu trop peur ou n'ont pas essayé de le faire. En conséquence, les filles ont cessé d'aller à l'école et ont été contraintes de fréquenter des écoles « secrètes » ou d'interrompre leurs études. D'autre part, une recherche sur les commandants des Talibans dans le sud de l'Afghanistan démontre qu' «ils cherchent à restreindre l'accès des filles à l'enseignement secondaire et au niveau supérieur; limiter toute opportunité pour les femmes d'accéder à certains types d'emplois ou la fonction publique; appliquer strictement des codes sociaux touchant les femmes; limiter leur accès à l'espace public, imposer un mahram [membre de la famille de sexe masculin ou chaperon] afin de les accompagner » dans les espaces publics dans le cadre de tout accord de paix.^{xxx}

Alors que les attaques directes contre l'éducation ou les facteurs relatifs au conflit sont compris dans les préoccupations sécuritaires soulevées par les personnes interrogées, d'autres problèmes importants de sécurité, y compris le harcèlement et les conflits locaux, ont été abordés. Aussi bien la question de la vie privée offerte par l'école, comme l'existence d'un mur extérieur, que celle de la distance entre le foyer des jeunes filles et l'école, sont souvent des questions soulevées. Selon un enseignant en milieu rural à Parwan: "Dans notre village, les écoles sont très loin. Les filles sont harcelées sur le chemin de l'école, alors soit de nombreuses familles n'envoient pas leurs filles à l'école, ou elles s'y rendent après ces mêmes garçons. Les conflits locaux sont très répandus dans notre région et les hommes ont souvent recours aux armes pour les résoudre. Au cours des deux derniers mois, trois filles ont abandonné l'école à cause de ces conflits."

Le rôle des familles et des communautés



Selon l'enquête, les comportements de la famille sont considérés comme déterminants dans la scolarisation des filles et sa durée. Pour 31,8% des personnes interrogées (29,2% des parents, 36,1% des enseignants et 32,2% des filles en âge d'aller à l'école) ont déclaré que l'absence d'un soutien familial est un obstacle important. De même, une enquête menée sur les abandons en 2009 par l'AIHRC indique que la première raison les ayant poussé à abandonner est l'absence de soutien des parents dans la poursuite de leur éducation (rapporté par 25,7% des filles qui ont abandonné).^{xxxi}

La majorité (55,0%) des parents interrogés durant l'enquête a envoyé au moins une de leurs filles à l'école. 19,5% ont déclaré que leur(s) fille (s) est allée à l'école mais a abandonné, 14,2% que leur(s) fille

(s) n'est (ne sont) jamais allée (s) à l'école, et 11,3% que leur(s) fille (s) n'avait pas atteint l'âge scolaire.

Toutefois, que des parents aient envoyé une de leur fille à l'école ne signifie pas qu'ils aient fait de même pour l'ensemble de leurs enfants. Ceci confirme les résultats d'une étude réalisée en 2006 par l'unité de recherche et d'évaluation de l'Afghanistan (AREU) qui démontre que « ce modèle général est soumis à de nombreuses variations et, dans certains cas, les frères et sœurs scolarisés servent de tuteurs aux frères et sœurs qui ne le sont pas. »^{xxxii} Par exemple, 18,3% des parents interrogés ayant déclaré avoir une fille qui a abandonné ou n'a jamais fréquenté l'école a également au moins une fille qui actuellement scolarisée.

Toutefois, les parents interrogés semblaient légèrement plus consentants à envoyer leurs enfants de sexe masculin plutôt que féminin à l'école : 77,6% ont déclaré envoyer au moins un fils à l'école, 12,1% que leur(s) fils (s) est allé à l'école mais a (ont) abandonné, 9,0% que leur(s) fils (s) n'est (sont) jamais allé (s) à l'école, 11,6% que leur(s) fils (s) n'a (ont) pas atteint l'âge nécessaire pour aller à l'école et 4,4% ne pas avoir de fils.

Mais la personne à qui la décision revient au sein de la famille, ainsi que celle qui, à l'extérieur de la famille, exerce une influence notable sur ce type de décision, varie d'un village et d'un ménage à un autre. Bien que les facteurs économiques jouent un rôle important dans cette décision, les pressions sociales et les normes locales régissant le comportement des femmes jouent aussi un rôle essentiel. Comme l'étude de l'AREU le résume: « Si une fille est inscrite à l'école, la peur d'être montré du doigt par les membres de la famille, les voisins, et les autres est très répandue. « Les gens parlent », et l'humiliation est souvent trop difficile à supporter pour les membres de la famille aussi bien pour les hommes que pour les femmes. »^{xxxiii}

Le harcèlement des filles sur le chemin de l'école, étroitement liée à la question de la distance, est un autre facteur qui influence souvent les comportements de la famille. Le harcèlement, les enlèvements et les cas d'agressions sexuelles ont un effet dramatique sur la fréquentation. Les chercheurs ont rapporté plusieurs cas où les questions liées à la notion de l'honneur des filles ont conduit à des conflits, des enlèvements violents et même des assassinats. Face à ces risques, il est facile de voir pourquoi de nombreuses familles prennent la décision de garder leurs filles à l'école.

"Le problème est que les familles n'aident pas les filles. La plupart des gens dans notre région sont des agriculteurs et quand les filles se marient, elles sont censées travailler à la ferme. Elles ont du mal à gérer cela, alors difficile d'imaginer des études en même temps. Et si les filles ne se marient pas quand elles atteignent un certain âge, les gens vont les juger et les critiquer. "

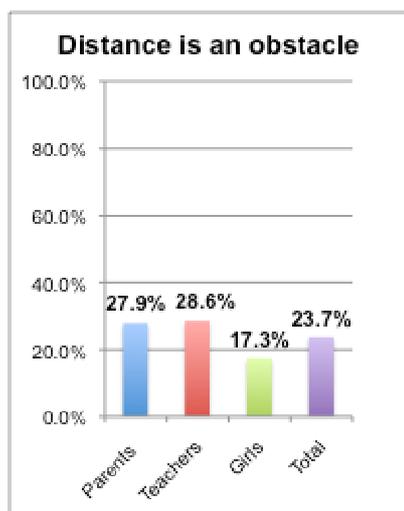
- Une mère, Samangan

Les attitudes communautaires peuvent également jouer un rôle critique dans les facteurs déterminants l'accès des filles à l'éducation. 9,9% des personnes interrogées (11,6% des parents, 7,8% des enseignants et 9,5% des filles en âge d'être scolarisées) indiquent que le manque de soutien de la communauté est un obstacle majeur à l'éducation des filles tandis que 4,6% désignent la communauté ou les croyances culturelles (4,0% des parents, 6,0% des enseignants et 4,5% des filles en âge d'être scolarisées). Mais le rôle que jouent les membres de la communauté dépend souvent de leur dynamisme au sein de chaque communauté. Lorsque les structures communautaires sont fortes, les personnes interrogées estiment que les personnes influentes, telles que les mollahs et les aînés, jouent un rôle déterminant dans l'accès des filles à l'éducation.

Cependant, la perception de cette influence est moins forte dans les zones où les structures communautaires sont fracturées ou lorsque les détenteurs du pouvoir sont considérés comme faibles ou indignes de confiance. À Kandahar, des familles ont indiqué aux chercheurs que des membres de leurs communautés les ont menacées et défendu d'envoyer leurs filles à l'école. Cependant, à Bamiyan, des membres de la shura ont encouragé les chercheurs à parler à des parents de filles non scolarisées dans l'espoir qu'ils puissent les convaincre de les envoyer à l'école. Et dans le Pansjir, des parents et élèves ont déclaré que les mollahs prêchent contre l'éducation des filles mais qu'ils ne sont pas assez influents pour convaincre les

parents de garder leurs filles à la maison.

Compte tenu de l'importance de la confiance des parents et de l'appui de la communauté, les écoles locales et de nombreuses personnes interrogées ont souligné la nécessité de l'engagement des responsables d'école auprès des communautés. Selon un enseignant de Parwan, "Il devrait y avoir un dialogue, des réunions mensuelles, entre les familles et l'école. Les autorités scolaires doivent communiquer les problèmes aux parents et aussi les encourager à envoyer leurs filles à l'école. Il y a des familles qui ignorent ces questions et interdisent à leurs filles de poursuivre leurs études et nous devons donc prendre contact avec eux afin de les sensibiliser à l'importance de l'éducation et de ses avantages pour les enfants et les familles."



L'accès physique à l'éducation

Selon un sondage national de 2010 publié par Integrity Watch Afghanistan (IWA), 88% des Afghans interrogés ont déclaré qu'ils ont pu accéder à l'éducation primaire et secondaire - plus qu'à tout autre service public - et que cette accessibilité est en augmentation.^{xxxiv} Selon le Ministère de l'Éducation, il y a aujourd'hui environ 12.514 écoles en Afghanistan, contre 7.650 en 2004. ^{xxxv} Pourtant, parmi les personnes interrogées durant l'enquête, près d'un quart (23,7%) considèrent que la distance est un obstacle majeur pour l'accès des filles à l'éducation (27,9% des parents, 28,6% des enseignants et 17,3% des filles en âge d'être scolarisées).

Les progrès réalisés dans les établissements scolaires sont très inégaux à travers le pays, et des étudiantes restent particulièrement défavorisées dans les zones rurales. Par exemple, dans une communauté interrogée en Daikundi, les étudiantes ont indiqué avoir trois heures de trajet dans chaque sens pour atteindre l'école la plus proche. Une partie du problème est que, malgré le fait que 83% des écoles sont dans les zones rurales, les écoles urbaines reçoivent une part disproportionnée de la population étudiante - 35% des étudiants



contre 65% des élèves dans les écoles rurales.^{xxxvi} Selon une enquête récente, sur l'abandon scolaire menée dans le cadre de la NRVA, seulement 12% des filles dans les zones urbaines considèrent que la distance est un facteur d'abandon, contre 37% dans les zones rurales

Une étude sur les écoles primaires fondées par la communauté de Ghor, constate que les inscriptions chutent de 16% pour chaque mile (ou 1,6 km) que les enfants ont à faire pour se rendre à l'école et que les résultats des tests ont diminué de 0,19 les écarts-types.^{xxxvii} Les filles se révèlent être

particulièrement sensibles à la distance: la scolarisation des filles diminue de 19% par mile quand le taux de scolarisation des garçons ne baisse que d'1%, et les résultats aux tests des filles a fait chuter de 0,24 les écarts-types par mile alors que ceux des garçons ont chuté de 0,15. L'étude indique également que le fait d'augmenter l'accessibilité à l'école, élimine quasiment les écarts entre les sexes constatés pour la fréquentation scolaire, réduit d'un tiers les disparités entre les sexes pour les tests et augmente la scolarisation de tous les enfants.

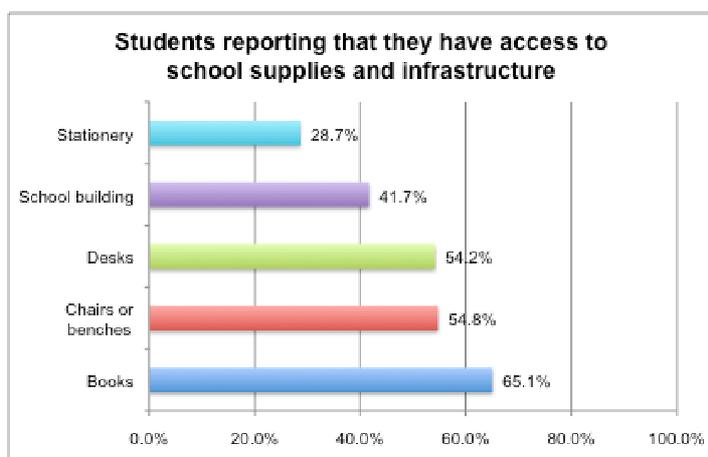
"Il n'y a qu'une seule école secondaire dans tout le district. Les étudiants ne peuvent pas venir des villages éloignés et il n'y a pas de transport. Alors les filles arrêtent après le niveau secondaire, se marient et ont des enfants. Même si elles veulent revenir, il n'y a pas de lieu à l'école où les femmes peuvent faire garder leurs enfants, finalement elles restent à la maison. "

- Directeur de l'école, Herat

Pourtant, lorsque que l'on s'attarde à la question de l'école dans l'ensemble de l'Afghanistan, il est difficile de déterminer quelle distance est réellement discriminante«notamment lorsque celle-ci est liée à l'honneur féminin qui peut être interprété différemment selon les communautés et la situation de la sécurité locale. Par là même, pour un dixième des personnes interrogées (10,9%, dont 14,8% des parents, 9,0% des enseignants et 8,3% des filles d'âge scolaire), le harcèlement des filles par les hommes et les garçons sur le chemin de l'école est considéré comme une contrainte considérable . Par rapport aux parents ou enseignants, les étudiantes reconnaissent que la tradition, les normes communautaires et d'autres facteurs importent plus dans cette question que la distance ou le harcèlement. Comme l'affirme cet étudiant de Parwan «La distance est juste une excuse pour des attitudes conservatrices."

A l'approche de l'adolescence, la distance devient de plus en plus problématique car s'y ajoutent les normes culturelles qui considèrent que ces soucis que connaissent les filles sur les longs trajets quotidiens peuvent apporter le déshonneur ou la honte sur la famille. Pour 12,6% des personnes interrogées (17,0% des parents, 10,2% des enseignants et 9,6% des filles d'âge scolaire), le manque d'école pour filles est une contrainte majeure.. Selon une fille qui a récemment abandonné une école de Kunar , "C'est une zone frontalière ici , et c'est pourquoi le gouvernement investit très peu dans l'éducation. C'est trop éloigné et les parents pensent qu'il n'est pas raisonnable que les grandes filles s'aventure si loin. De plus, il n'y a pas d'enseignantes, et même si beaucoup de garçons vont à l'école, les parents n'y envoient pas leurs filles."

Plus les filles grandissent, plus l'accès à la scolarité diminue. Selon le MoE, il y a 5.124 écoles primaires, mais seulement 3.634 secondaires et 2702 supérieures. Si en pratique de nombreux garçons et filles inscrites peuvent être inscrites à l'école , les données du MoE indiquent que la proportion des écoles pour filles diminue au fur et à mesure que le niveau de scolarité augmente. 39,1% des écoles primaires sont réservées aux filles, mais ce chiffre chute respectivement à 33,2% et 28,1% au niveau secondaire et supérieur.^{xxxviii} Selon l'AIHRC, 80% des districts manquent d'écoles supérieures réservées aux jeunes filles.^{xxxix} En outre, les efforts de scolarisation entrepris par les communautés se sont surtout concentrés sur le niveau primaire et peu d'écoles communautaires secondaires ou supérieures sont aujourd'hui en service.



leur enfant est éloignée.^{xlii}

La distance complique aussi l'accès des enfants handicapés, leur assiduité scolaire étant moitié moins importante que celle des enfants non handicapés.^{xl} En outre, la distance a un impact considérable sur les Kuchis, un groupe de minorités ethniques nomades, notamment sur les filles. Pour 58% des femmes Kushi ayant abandonné leurs études qui ont été interrogées durant le NRVA, la distance en est la principale raison pour .^{xli} La distance peut aussi inhiber la contribution des parents à la vie de l'école, les parents étant moins susceptibles d'y participer si l'école de

Qualité de l'éducation

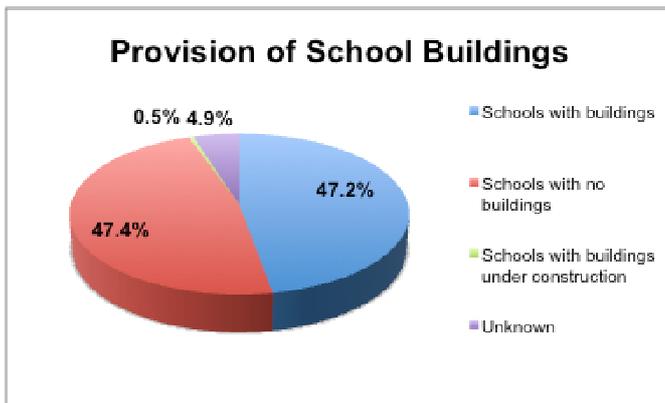


Malgré les progrès réalisés depuis 2001, les personnes interrogées restent très préoccupées par la qualité de l'éducation. Si beaucoup estiment qu'elle s'est améliorée, pour 16,4% des personnes interrogées, celle-ci reste un défi majeur pour l'accès des filles à l'éducation (21,7% des parents, 11,4% des enseignants et 13,8% en âge d'être scolarisées). Les perceptions de la «bonne» éducation d'un enfant est en fin de compte d'une grande influence sur la scolarité de tous. Les perceptions relatives à la qualité de la formation dont bénéficie un enfant pèsent ainsi sur la scolarisation de tous.

Contrebalancée avec d'autres facteurs, notamment les problèmes économiques des ménages, la perception de la qualité de l'éducation peut être décisive. En 2008, un rapport relatif au système d'éducation a estimé que « l'accroissement du nombre d'étudiants déçus et mécontents ainsi que la diminution du soutien apporté par les parents à l'éducation était une priorité nationale; l'inégalité de l'accès et de la répartition des ressources pédagogiques soulignent les pires craintes de la population au sujet des institutions gouvernementales^{xliii}

Alors que la «qualité» peut renvoyer à un certain nombre de critères, la section suivante la divise en trois catégories : les conditions scolaires, la qualité et l'accessibilité des enseignants, et acquis scolaires.

Conditions scolaires



Alors que 2281 écoles ont été construites au cours des deux dernières années, les données du MoE indiquent que 47% des écoles en Afghanistan n'ont toujours pas de bâtiment en dur.^{xliv} 41,7% des étudiantes interrogées, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne nationale, ont déclaré que leur école en disposait. Ce chiffre varie considérablement selon les lieux explorés durant l'enquête, et reste particulièrement faible dans les zones rurales: par exemple, 8,3% des personnes interrogées à Balkh ont

déclaré que leur école était équipée d'un bâtiment en dur contre 75,0% à Kaboul..

La question de l'eau potable et l'assainissement est un problème connexe. Selon l'UNICEF, trois écoles publiques sur quatre ne disposent pas d'installations sanitaires adéquates et d'un accès à l'eau potable.^{xlv} Les filles sont particulièrement concernées, car elles sont moins susceptibles d'aller à l'école si elles n'ont pas la possibilité d'accéder à des installations sanitaires privées.

Hormis l'infrastructure, l'un des problèmes fondamentaux des étudiants est l'accès aux ressources pédagogiques appropriées. Seuls 65,1% des étudiants interrogés ont déclaré que leur école disposait suffisamment de livres. Ces conclusions font écho à une enquête de l' AIHRC menée en 2009 indiquant que pour chaque matière, 50% des étudiants déclarent avoir un livre, 44% ne pas en disposer régulièrement et 6% ne pas en avoir du tout.^{xlvi}

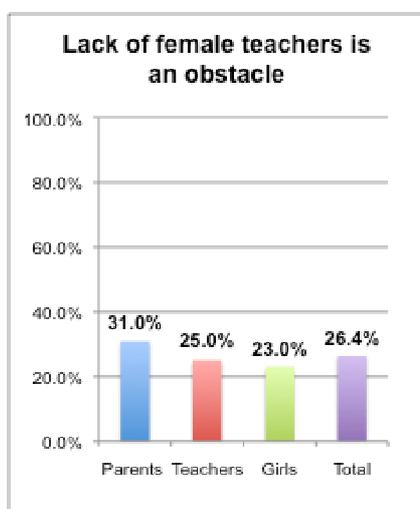
Alors que la distribution inégale des ressources pédagogiques est en partie liée à une mauvaise planification et à la structure hautement centralisée du Ministère de l'Education, les chercheurs ont eu vent de nombreuses accusations de corruption touchant la distribution de ces ressources et l'accès aux services éducatifs. Celles-ci vont de la présence enseignants «fantômes» au sein du corps des

fonctionnaires du Ministère de l'Education jusqu'à la taxation des fonctionnaires lors de la distribution des livres dans certains districts alors que d'autres n'y sont pas soumis. ^{xlvii} Selon un directeur d'école à Kunduz, " Pour les livres, les résultats des tests et les enseignants, les choses fonctionnent par relations et pots de vin. Beaucoup d'enseignants ne sont pas compétents. Il m'est arrivé de voir des étudiants qui, alors même qu'ils avaient étudié pendant trois ans auprès d'un professeur, n'étaient même pas capables d'écrire leur nom. "

Selon l'enquête d'IWA, 11% des Afghans interrogés déclarent qu'ils n'ont pas pu accéder à l'enseignement primaire ou secondaire, 21 % à l'enseignement supérieur, en raison de la corruption.

^{xlviii} Même si cette étude démontre que la corruption est beaucoup moins importante dans le secteur de l'éducation qu'elle ne peut l'être au sein de nombreux autres secteurs, comme la justice et la police, elle reste encore très préoccupante.

Des enseignants qualifiés



Le manque d'enseignantes qualifiées peut être un obstacle important pour les filles scolarisées, surtout au fur et à mesure qu'elles grandissent. L'absence d'une enseignante est un obstacle majeur pour plus d'un quart (26,4%) des personnes interrogées, (31,0% des parents, 25,0% des enseignants et 20,0% des filles en âge d'être scolarisées). Ce chiffre est légèrement plus élevé chez les filles qui fréquentent l'école par rapport à l'ensemble des filles en âge d'être scolarisées, 25,2% des élèves indiquant que l'absence d'une enseignante est une contrainte importante.

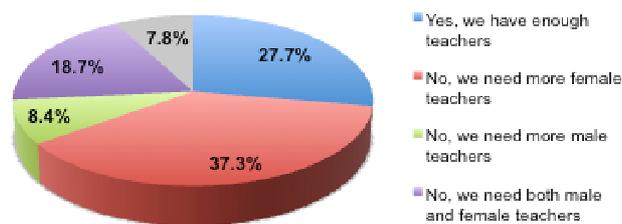
Selon une enquête relative aux élèves ayant abandonné leurs études réalisée en 2009 par l'AIHRC, 14,7% des filles indiquent l'avoir fait en raison de l'absence d'une enseignante. ^{xlix} Comme nous l'a confié un mollah dans les régions rurales de Kaboul, "le manque d'enseignantes qualifiées crée beaucoup de problèmes. Les familles, surtout les familles pauvres, ne veulent pas envoyer leurs filles à l'école parce qu'elles ne

veulent pas qu'elles aient un enseignant de sexe masculin et pensent que cela revient à gaspiller aussi bien son argent que son temps.

Bien qu'après la chute des Talibans, des progrès aient été rapidement réalisés concernant l'inscription des étudiants, les efforts pour embaucher, former et retenir les enseignants n'arrivent pas à la hauteur du nombre d'inscriptions. En 2008, 5,8 millions d'enfants étaient inscrits à l'école, contre 4,9 millions en 2004. Pourtant, entre 2004 et 2008, le nombre d'enseignants formés n'a que légèrement augmenté, passant de 121.000 à 142.000.ⁱ Il ya maintenant environ 6,7 million étudiants inscrits et seulement 149.634 enseignants employés par le Ministère de l'éducation.ⁱⁱ

Ainsi, le ratio enseignant /élève a augmenté, passant de 1 /38 en 2007 à 1 /43 en 2009.ⁱⁱⁱ Pourtant, celui-ci varie considérablement à travers le pays, de 1/97 à Daikundi à 1/29 dans le Badakhchan et Baghlân. Actuellement, 45.141, ou 30%, de l'ensemble des enseignants sont des femmes.ⁱⁱⁱⁱ Ainsi, le ratio national des enseignants de sexe féminin par rapport aux étudiantes est d'environ 1/53. Cependant, la répartition géographique des enseignantes est très inégale, dont environ 80% travaillent au sein ou autour des zones urbaines.^{liv} Par exemple, 66% des enseignants à Kaboul sont des femmes (avec un ratio enseignante/élève de 1/3), mais seulement 3% à Khost (un ratio de 1/416) et 1% à Paktika (1/784). Étant donné que 37,1% de l'ensemble des enseignantes se trouvent à Kaboul, où 12,2% des filles vont à l'école cela n'est guère surprenant. Si la province de Kaboul est exclue de la moyenne nationale, le ratio enseignantes et étudiantes augmente à 1/83.

Teacher responses to whether there were sufficient teachers in their school



Deux tiers (68,4%) des enseignants considèrent qu'ils ne sont pas assez dans leur école. A la question « de quel type d'enseignants avez vous besoin ? », plus de la moitié (54,6%) ont répondu n'avoir besoin que d'enseignantes, 27,3% d'enseignants masculins et féminins, 12,3% uniquement d'autres enseignants de sexe masculin et 5,7% ont déclaré être incertains.

Le manque d'enseignants qualifiés est également un problème. Les enseignants employés par le MoE doivent normalement avoir terminé leurs études secondaires mais, en pratique, cette exigence n'est pas toujours respectée, notamment pour les enseignants

engagés en contrats à court terme ou temporaires. Parmi les enseignants interrogés, 9,6% seulement ont terminé uniquement l'école primaire ou secondaire, 44,6% leurs études secondaires, 35,8% la formation des enseignants et 9,9% ont un diplôme universitaire. Encore une fois, ce taux varie considérablement entre les provinces. Par exemple, 40,0% des enseignants à Takhar ont indiqué détenir un diplôme d'études secondaires, alors que 45,0% des enseignants à Parwan ont terminé l'université.

Toutefois, plusieurs des personnes interrogées ont répondu que la qualité de leurs enseignants s'est améliorée ces dernières années, notamment grâce aux progrès qu'a connus la formation des enseignants. Selon un ancien du village de Kunar, "Nous n'avons pas beaucoup d'enseignants qualifiés et il est difficile de trouver des enseignants de sexe féminin, mais grâce aux ONG et au gouvernement qui leur ont fourni une formation à l'école et au centre régional, la qualité de l'éducation s'est améliorée au cours des dernières années."

« Certains de nos enseignants sont des étudiants eux-mêmes et n'ont aucune expérience formelle. La distribution des livres dure des mois, dans certains cas les livres arrivent en milieu d'année dans les écoles. La scolarisation des filles a baissé et la situation s'aggrave. En 2003, les gens étaient tellement désireux d'envoyer leurs filles à l'école mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. »

- Enseignante,
Daikundi

Pourtant, de nombreuses personnes ont indiqué que malgré les progrès réalisés dans la formation des enseignants, la qualité des enseignants de sexe féminin, en particulier au niveau de l'école secondaire et supérieur, est restée insuffisante. Le Plan d'Action pour l'Afghanistan (« Afghanistan Compact » en anglais) stipule que d'ici 2010, 70% des enseignants devront avoir réussi un test de compétences. Les points principaux de ce test ainsi que le nombre de candidats ne sont pas encore déterminés. Lors d'une enquête menée en 2005 dans le nord de l'Afghanistan, 200 enseignants du primaire ont été invités à passer les mêmes examens que leurs élèves. Seulement dix d'entre eux l'ont réussi.^{lv}

Mais les enseignants font face à de sérieuses difficultés. Beaucoup ne sont pas rémunérés à temps, et certains n'ont pas été payés depuis huit mois. Bien que leurs salaires aient été augmentés ces dernières années, l'échelle de paiement va de 6.000 à 24.000 afghanis par mois (132 à 531 USD), en fonction de l'éducation et de l'expérience. L'enseignement est souvent considérée comme une orientation professionnelle possible, pour ceux qui ont terminé leurs études secondaires mais n'ont pas réussi l'examen d'entrée universitaire, surtout dans les zones urbaines. Nombreux sont les Afghans ayant terminé leurs études universitaires qui préfèrent choisir des emplois mieux rémunérés, et beaucoup d'enseignants qualifiés choisissent de travailler pour des organisations internationales ou des écoles privées.^{lvi} La plupart des enseignants interrogés estiment que leurs salaires sont trop bas et admettent avoir un deuxième emploi. Selon la plupart des parents interrogés, les enseignants ayant un deuxième emploi contribuent à l'absentéisme, mais face à la faiblesse des salaires et aux retards récurrents du gouvernement et des ONGs, cela semble presque inévitable.

Les acquis scolaires

Très peu d'indicateurs peuvent aujourd'hui démontrer que les élèves apprennent réellement à l'école. Actuellement, aucun indicateur du MAE n'a été mis en place, comme les résultats scolaires des élèves. Chaque étudiant passe un examen à la fin de l'année qui est enregistré par le MoE, mais ces examens ne sont ni standardisés, ni généralement conçus par des enseignants. L'examen d'entrée universitaire est peut-être le seul test standardisé dans le système éducatif afghan, mais le test est volontaire. Dans les écoles très fréquentées, il peut y avoir plusieurs rotations au cours de la journée ce qui signifie que certains élèves peuvent parfois assister à seulement deux heures de cours par jour. Selon un enseignant de Kunduz "nous avons deux rotations, ainsi nous ne pouvons ni traiter tous les sujets devant être abordés, ni exploiter tout le programme dans le court laps de temps prévu pour chaque matière."

Toutefois, bon nombre des facteurs exposés ci-dessus - ratio élève/enseignant, disponibilité des livres, etc. - indiquent que la qualité de l'éducation reste très mauvaise en dépit de son amélioration ces dernières années.. Une étude relative aux résultats scolaires a été réalisée en 2010 par le Comité Suédois pour l'Afghanistan (SCA), s'appuyant sur un test conforme au programme scolaire s'adressant à un petit échantillon d'étudiant(e)s allant du CE2 à la sixième.

En moyenne, le niveau de réussite est faible (52% pour les élèves de CE2, 53% pour ceux de 6^{ème}), même si d'une part les filles semblent moins échouer que les garçons, d'autre part les écoles communautaires obtiennent des résultats plus satisfaisants (68%) que les autres écoles. ^{lvii}

Le taux d'alphabétisation est l'un des acquis dont les données sont disponibles. Selon le NRVA, au cours des dernières années, il ya eu un "bond en avant remarquable en matière d'alphabétisation» parmi les plus jeunes groupes d'âges. Le taux d'alphabétisation pour les filles âgées de 12 à 16 ans est de 37%, et 62% pour les garçons. Pour chaque groupe d'âge supérieur à 25 ans, le taux d'alphabétisation des femmes est 25% plus bas que celui des hommes. Cependant, il grimpe à 63% dans le groupe le plus jeune. Les filles commencent à rattraper leur retard et "l'écart [d'alphabétisation] entre les hommes et les femmes n'a jamais été aussi étroit dans les générations précédentes ". ^{lviii} Toutefois, les données indiquent également que la marge de progrès pour les filles dans les zones urbaines est beaucoup plus importante que celle dans les zones rurales. Bien que le taux d'alphabétisation des filles dans les zones urbaines équivaille à 85% de celui des garçons, ce chiffre n'atteint que 30% dans les zones rurales.

Certains peuvent affirmer qu'il est trop tôt pour se concentrer sur les acquis scolaires en raison des difficultés que traverse actuellement le système scolaire. Cependant, de simples indicateurs des acquis scolaires peuvent aider à affiner les politiques du MoE et des donateurs, cerner les lacunes ou les résultats inégaux des filles et des garçons, et veiller à ce que le gouvernement afghan, lorsqu'il en aura la capacité, soit en mesure de se concentrer plus efficacement sur la qualité de l'éducation. Un effort concerté sur les acquis scolaires peut aussi améliorer la confiance des parents dans le système éducatif qui, s'ils perçoivent des résultats tangibles, peuvent être plus enclins à scolariser leurs enfants.

Recommandations

Au cours des entretiens et groupes de discussion, les personnes présentes ont répondu à des questions ouvertes concernant des solutions possibles pour améliorer la qualité de l'éducation et son accessibilité pour les filles. Bien que l'ensemble des propositions ne puisse être traduites ici, les recommandations suivantes visent à refléter les principaux thèmes soulevés par les personnes interrogées.

Augmenter le nombre d'écoles pour filles, correctement équipées et favorables à leur accueil, notamment dans les régions rurales ou isolées.

« Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, du moins aux niveaux élémentaires et fondamentaux. L'enseignement élémentaire doit être obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être rendu accessible pour tous et l'enseignement supérieur doit être également accessible pour tous sur la base du mérite. »

- Déclaration universelle des droits de l'homme

Les efforts visant à mettre en place davantage d'écoles, en particulier dans les régions rurales ou éloignées, doivent être accélérés. Elles doivent comporter suffisamment d'eau et d'installations sanitaires. La proximité doit être un critère essentiel dans l'établissement de nouvelles écoles. L'établissement de repères de distance en Inde permet de s'assurer que tous les enfants en âge d'être scolarisés au niveau primaire puissent être scolarisés dans de nombreuses régions du pays. Les directives éducatives du gouvernement indien stipulent qu'une école primaire doit être présente dans un rayon d'un kilomètre (0.62 miles) de chaque maison, et qu'il doit y avoir une école secondaire pour deux écoles primaires.^{lix} L'accès à l'éducation varie considérablement dans l'ensemble de l'Afghanistan, la faible densité démographique dans de nombreuses régions du pays la rend par ailleurs plus complexe. Toutefois, ces normes minimales d'accès peuvent contribuer à équilibrer l'accès à l'éducation, en particulier dans les régions (relativement sûres) rurales ou éloignées.

Les efforts visant à déployer et standardiser les écoles communautaires au niveau secondaire peuvent également contribuer à améliorer l'accès à l'éducation post-primaire. Une autre solution possible est de combiner les écoles. Selon le directeur des affaires féminines à Khost, « Le nombre de filles scolarisées a augmenté parce que le ministère régional de l'éducation a décidé de combiner les écoles primaires, collèges et lycées de jeunes filles dans les zones plus éloignées, ce qui a contribué efficacement à accroître leur scolarisation. »

Néanmoins, il faudra du temps pour établir de nouvelles écoles. La majorité des personnes interrogées reconnaissent ces problèmes et propose des solutions pratiques provisoires, y compris l'amélioration des écoles existantes (par des mesures comme la construction de murs extérieurs et la modernisation des installations sanitaires et de l'accès à l'eau) et des solutions de transport pour les étudiants lorsque la distance pose problème. Par exemple, l'« Aga Khan Development Network » (AKDN) assure le transport, dans certains cas, grâce aux contributions financières des membres de la communauté, dans plusieurs des lieux de l'enquête. Les familles bénéficiant de ces services trouvent que celui-ci est essentiel pour l'accès des filles plus âgées à l'éducation, tandis que ceux des villages voisins qui en avaient entendu parler souhaitent bénéficier d'un soutien similaire pour les filles de leurs villages.

Augmenter le nombre et la qualité des enseignantes, en particulier dans les régions rurales ou éloignées.



Les programmes de formation des enseignants doivent être renforcés pour faire face à la pénurie des enseignantes qualifiées. Les programmes d'incitation devraient être renforcés pour permettre à plus d'enseignantes qualifiées de travailler dans les régions éloignées et former des enseignantes déjà présentes dans de tels endroits. Les classes de préparation des enseignantes, les bourses pour les études supérieures, le soutien communautaire des écoles et des enseignantes, ainsi que l'amélioration de la qualité de l'enseignement peuvent être également des mesures d'incitation. Le développement d'outils pédagogiques et de formations portant sur les méthodes pédagogiques peuvent

également aider les enseignants à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour soutenir l'apprentissage des élèves. Les formations devraient également prendre en compte les spécificités des différents sexes de manière à ce que tous les enseignants comprennent les différents obstacles rencontrés par les élèves masculins et féminins, et pour empêcher la perpétuation des stéréotypes de genre.

À long terme, il faut faire davantage pour accroître le nombre de jeunes filles scolarisés dans le secondaire et assurer que l'enseignement secondaire conduit à de meilleures possibilités de revenus, au développement de compétences pertinentes ou à une place dans une université. Les programmes d'études universitaires et la qualité des professeurs devraient être améliorés parallèlement à un soutien accru aux programmes de bourses et aux systèmes de placement.

Améliorer le suivi et le contrôle des écoles à la fois au niveau local et central.

"L'avenir de l'Afghanistan dépend aujourd'hui des modes et de la cible des investissements dans le secteur éducatif."

Banque mondiale, «Managing Public Finances for Development», 2005 -

Le MoE n'a pratiquement pas d'outils de suivi systématique et une capacité limitée à évaluer les écoles, en particulier dans les zones reculées ou dangereuses. Les bulletins scolaires pourraient être une première étape efficace pour donner une indication de l'accès à l'éducation et de sa qualité. Le ministère afghan de la Santé ainsi que le ministère indien de l'éducation ont fait de ces outils la base de leur système de contrôle. La collecte de données sur les conditions de l'école, l'assiduité des élèves et des enseignants et d'autres critères clés pourrait être confiée à une agence de l'ONU ou une ONG, qui pourraient alors inclure les membres de la communauté dans le processus de collecte.

Un suivi impliquant la communauté pourrait renforcer la confiance, ainsi que réduire la corruption et économiser de l'argent. En 2006, Oxfam estime que le suivi de l'assiduité des enseignants par les membres de la communauté pourrait contribuer à atténuer le problème des enseignants «fantômes», et permettre au ministère de l'éducation d'économiser 600 millions d'afghanis (environ 13,2 millions de USD) par mois.^{lx}

Rechercher des solutions locales et impliquer les communautés dans la prise de décision et de mise en œuvre dans chaque endroit possible.

Compte tenu des réactions radicalement différentes face à l'éducation et de ses conditions à travers le pays, les mesures prises dans le domaine de la scolarisation des jeunes filles doivent tenir compte des dynamiques locales. Cela s'applique à la fois aux facteurs d'offre et de la demande. Le maintien des nouveaux bâtiments scolaires doit être simples et peu coûteux pour la communauté. Ceux appartenant aux communauté sont susceptibles d'être mieux protégés contre les dommages ou préjudices. Lorsque les écoles sont loin et que le transport de substitution n'existe pas, les communautés devraient s'impliquer pour trouver des solutions locales, comme louer une voiture ou trouver des adultes pour accompagner, chacun leur tour, les enfants à l'école.

Toutefois, le MoE, comme de nombreux autres ministères afghans, reste fortement centralisé, inhibant la capacité du gouvernement à répondre aux besoins locaux. Les ministères qui travaillent sur les questions d'éducation, comme le Ministère des finances ainsi que le MoE, doivent être en mesure de collaborer entre eux ainsi qu'avec leurs ministères respectifs. Certaines fonctions administratives et budgétaires pourraient être déléguées à l'échelon provincial ou scolaire afin d'améliorer l'efficacité des interventions du ministère de l'éducation et de renforcer la réactivité du ministère à la demande locale. Les fonctionnaires provinciaux et régionaux doivent avoir une voix plus forte dans les processus clés comme la préparation du budget, sur la base de données fiables et l'analyse des besoins sur le terrain. Améliorer le suivi et le contrôle, c'est aussi donner aux ministères plus d'influence et de responsabilité.

Mettre l'accent sur l'amélioration de la sécurité et la protection des écoles, en particulier dans les zones de conflit.

Les écoles et les programmes scolaires doivent être considérés comme des zones de sécurité démilitarisées. Le gouvernement afghan, les Nations Unies, les donateurs ainsi que les ONG doivent faire plus pour comprendre la nature des menaces à l'encontre des écoles et minimiser ces menaces. Les groupes armés devraient arrêter les attaques contre les écoles en reconnaissant que cette activité ne fait que contribuer à l'appauvrissement des communautés sur le long terme.

Les parents et les communautés devraient être habilités à dialoguer avec les écoles et les enseignants. Certaines preuves provisoires suggèrent qu'une telle participation peut conduire à des écoles plus sûres, ou du moins améliorer la perception des communautés sur la sûreté des écoles pour leurs enfants.

Les forces militaires internationales, y compris les Équipes de Reconstruction Provinciales (EPR), et les forces de sécurité nationales afghanes doivent prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter toute association avec les écoles qui pourraient conduire à une augmentation des attaques et des ciblage commis par des groupes d'opposition.

Établir et maintenir des liens étroits entre les écoles et les parents.

Les Communautés et les parents devraient être encouragés à participer à la gestion des écoles, comme le suivi de l'assiduité des enseignants la formation d'un comité chargé de superviser l'entretien de l'école. Les Comités Villageois d'Education, déjà opérationnels dans certaines régions de l'Afghanistan et souvent soutenus par des ONG, sont un outil essentiel pour accroître la participation et le soutien local.

A Ghazni, des Comités Villageois d'Education ont travaillé avec les parents pour recueillir des fonds destinés aux salaires des enseignants ayant un diplôme universitaire ou d'autres diplômes techniques en mathématiques et en science. A Khost, la communauté a contribué à hauteur de 10.000 dollars afin de mettre en place un premier cycle du secondaire pour les filles tandis que les donateurs ont fourni les 80.000 dollars restants. Bien que ces initiatives soient louables, elles ne sont pas réalisables dans de nombreuses

communautés, notamment dans les régions pauvres. De tels comités pourraient être plus largement utilisés pour aider à suivre l'assiduité des enseignants ou d'autres questions de contrôle et faire rapport de leurs constatations à la MoE.

Redoubler d'efforts pour améliorer la qualité et l'accessibilité de l'enseignement secondaire et supérieur.

La demande de formation secondaire est en augmentation, et il est indispensable d'agir pour permettre aux étudiantes d'accéder à une formation de haute qualité après l'école primaire. Les principales mesures pour améliorer l'accès comprennent l'augmentation du nombre d'écoles secondaires et supérieures pour jeunes filles, l'élaboration des plans en vue d'améliorer les écoles existantes afin de s'assurer qu'elles disposent des outils adéquats (comme les laboratoires et les bibliothèques) et des espaces sûrs pour l'éducation physique ou des activités parascolaires.

Mettre peu à peu l'accent sur les résultats d'apprentissage.

Dans de nombreux conflits ou post-conflits, la question de l'accès prime souvent sur la qualité. Mais la qualité doit être intégrée, autant que possible, dans les efforts pour améliorer l'accès. La Banque mondiale constate que les stratégies de recherche pour améliorer la qualité sont plus efficaces lorsqu'elles ne sont pas uniquement un processus complémentaire mais font partie intégrante du travail éducatif dans son ensemble, en précisant que ces processus sont "importants tant dans les espaces temporaires d'apprentissage, au pied des arbres ou sous les tentes, que dans des systèmes établis." ^{ixi}



Affiner les méthodes de ciblage et d'examen des politiques du Ministère de l'éducation afin de prendre en compte les spécificités liées au genre et répondre aux différents besoins des étudiants afghans.

Évaluer systématiquement les interventions afin de déterminer celles qui sont les plus efficaces, ceci dans des contextes différents, s'attaquer aux facteurs liés à la demande, tels que la formation d'associations de parents d'élèves ou des programmes d'approvisionnement de nourriture

pour les écoles. Compte tenu des niveaux de pauvreté, ainsi que les frais d'un enfant scolarisé et l'opportunité de revenu potentiel perdu, il est essentiel d'améliorer et systématiser les mesures d'encouragement.

Le MoE devrait également adapter ses politiques éducatives aux différences de genre afin de s'assurer qu'elles répondent aux besoins variés des filles et des garçons, des étudiants pauvres et de ceux des régions enclavées ou rurales. Les facteurs de motivation et d'abandon parmi les filles et garçons qui décrochent varient de manière significative en Afghanistan. Si les différentes situations que connaissent ces filles et garçons ne sont pas prises en compte, il sera difficile de réaliser des progrès significatifs et sur le long terme dans l'augmentation des inscriptions.

Soutenir les jeunes épouses et les mères dans la poursuite de leurs études en participant aux programmes d'éducation formelle et extrascolaires.

Le gouvernement, les Nations Unies, les donateurs et les ONG doivent soutenir les programmes récents et

innovants destinés à former les mères et jeunes épouses. Il est essentiel de travailler avec les aînés et les mollahs de la communauté afin de les amener à encourager les mères et épouses à poursuivre leurs études et à sensibiliser les familles et les communautés sur les avantages de leur éducation. Pour les jeunes femmes mariées, soutenir l'éducation extrascolaire liée à la santé, l'agriculture et les autres tâches quotidiennes qui permettent aux femmes d'accéder à l'éducation et d'apprendre à lire et écrire tout en faisant leurs tâches ménagères, peut contribuer à améliorer l'alphabétisation et à réduire la pauvreté des ménages.

Faire des besoins d'alphabétisation et d'apprentissage une des parties centrales de la réduction de la pauvreté.

Dans la plupart des familles, les enfants font partie intégrante de la stratégie de subsistance, en fournissant un appui aux activités génératrices de revenus, en cherchant un emploi formel, en mendiant ou par d'autres moyens. Afin d'améliorer l'accès des filles à l'éducation, il faut trouver des solutions innovantes afin de scolariser les enfants vulnérables et de les maintenir à l'école. Davantage doit être fait afin de contrôler l'efficacité de l'alimentation scolaire ainsi que les autres mesures d'incitation visant à maintenir les enfants à l'école. Des moyens innovants doivent être déployés afin de lier l'éducation des enfants pauvres et ruraux aux programmes de soutien aux moyens de subsistance et d'alphabétisation des adultes.

Beaucoup de parents qui sont analphabètes ou qui ne sont jamais allés à l'école peuvent être réticents à y envoyer leurs propres enfants. Bien entendu, l'inverse peut aussi s'appliquer : certains parents ayant fait face aux difficultés liées à leur analphabétisme et manque d'éducation peuvent particulièrement souhaiter que leurs enfants ne soient pas confrontés aux mêmes obstacles. Une étude relative aux pays en voie de développement menée par l'International Food Policy Research Institute indique qu'alphabétiser les chefs de ménage situés dans le quartile inférieur des consommateurs permet d'augmenter de 18% la scolarisation primaire en milieu rural.^{lxii}

Le Plan National Stratégique de l'Éducation Nationale comprend dans l'un de ses huit programmes prioritaires l'alphabétisation et l'éducation extrascolaire pour les adultes et les enfants non scolarisés. Cependant, l'approche actuelle doit être révisée pour répondre aux besoins des élèves adultes et la planification doit être décentralisée afin de satisfaire les besoins locaux. Des ressources techniques et financières supplémentaires doivent également être consacrées à des programmes relatifs à l'alphabétisation des adultes, qui représentent à peine 1% du budget de l'éducation.

Veiller à ce que l'accès des filles à l'éducation ne soit pas sacrifié au sein des accords politiques passés avec les AOG.

Des indicateurs nous prouvent que certains des volets de l'insurrection sont moins opposés à l'éducation des filles, il faut ainsi reconnaître que les comportements vis à vis de l'éducation varient en son sein. Cependant, toutes les mesures doivent être prises afin de s'assurer du maintien des progrès de l'accès des filles à l'éducation réalisés depuis 2001 et que leur éducation continue à s'améliorer en parallèle de la poursuite des négociations avec les AOG. Ceci peut inclure les garanties inscrites dans les accords de paix individuels ou dans les conditionnalités des donateurs sur leur financement à la suite du retrait des forces internationales. Mais le gouvernement afghan, l'ONU et les donateurs doivent être vigilants afin de s'assurer que l'accès des filles à l'éducation ne soit pas bradé. L'avenir de l'Afghanistan en dépend.

Annexe A: Méthodologie

La recherche documentaire

Une étude bibliographique a été menée afin d'appuyer les résultats de l'enquête et de guider les recommandations. Les données quantitatives ont été fournies par le MoE et analysées afin d'aider à fournir une image plus large des conditions d'éducation en Afghanistan.

Entretiens et informateurs clés

Des entretiens ont été menés sur le terrain auprès de 106 informateurs clés, notamment des employés du MoE et d'autres représentants du gouvernement, des représentants des bailleurs de fonds, des membres de la shura et du personnel scolaire.

Recherches sur le terrain

16 organisations ont conjointement conçu et mené cette enquête. Des entretiens structurés ont été menés avec 1649 personnes choisis au hasard (630 parents, 332 enseignants et 687 filles d'âge scolaire), dans 17 provinces de mai à juillet 2010.

Des groupes de discussions unisexes ont aussi été formés à chaque lieu d'entretien. Les domaines d'enquête portaient sur : 1) les expériences individuelles des trois dernières décennies de conflit 2) les perceptions et les expériences du conflit actuel, et 3) les recommandations pour les acteurs clés nationaux et internationaux du conflit. Les chercheurs et chercheuses, chacun d'entre eux, se sont vus attribués une province afin d'être acceptés par la communauté et que les répondants puissent s'exprimer librement. Les chercheurs sur le terrain ont également reçu une formation sur la conduite des entretiens individuels et des discussions de groupe.

Une fois l'enquête terminée, les questionnaires ont été traduits et soumis à l'analyse du directeur de recherche d'Oxfam. Une série d'ateliers a été organisée pour aider à analyser les aspects qualitatifs des données en utilisant une grille d'analyse. Les participants comprenaient des chercheurs de terrain ainsi que des personnes qui n'intervenaient qu'en aval de la recherche. En ce qui concerne l'analyse quantitative, certains éléments des questionnaires individuels ont été saisis dans une base de données et une analyse statistique a été réalisée. En outre, la recherche documentaire et les entretiens ont été menés avec plus de cinquante experts afin de contextualiser les résultats et approfondir l'analyse.

Genre

74,4% des sujets interrogés sont de sexe féminin et 25,6% de sexe masculin (51,3% des parents sont des femmes et 48,7% des hommes - 65,4% des enseignants sont des femmes et 34,6% des hommes). Cette recherche étant axée sur les femmes et les filles, les chercheurs n'avaient pas pour but d'interviewer un nombre égal de sujet féminins et masculins dans chaque lieu de recherche.

Âge

Pour les femmes en âge d'être scolarisées, l'âge moyen était de 17,1 ans, sur une échelle de 10 à 25 ans. Pour les enseignants, l'âge moyen était de 35,6 ans, sur une échelle de 20 à 76 ans. Pour les parents, l'âge moyen était de 41,8 ans, sur une échelle de 20 à 71 ans.

Répartition géographique et origine ethnique

La recherche a été menée dans 17 provinces de l'est, ouest, du nord et du sud et centre du pays avec 19,2% des répondants résidant dans des zones urbaines ou périurbaines, et 80,8% dans les zones rurales. Les provinces sélectionnées ont été les suivantes: Badakhchan, Badghis, Balkh, Bâmiyân, Daikundi, Ghazni, Hérat, Kaboul, Kandahar, Khost, Kunduz, Kunar, Nangarhâr, Paktia, Panshir, Parwân, Takhâr et Samangân. Bien que les sujets n'aient pas été invités à communiquer leur origine ethnique, la majeure partie de la recherche a été menée en dehors des zones dominées par les Pachtounes et ne comportait qu'une seule province dans le sud du pays.

Étant donné le niveau élevé de la variété des expériences régionales dans le domaine de l'éducation, plusieurs réserves importantes peuvent être signalées. Dans ces provinces, les soucis de sécurité ont souvent dicté le ciblage des régions et villages.. En pratique, peu de lieux de recherche étaient touchés par des conflits au cours de la recherche, ceux connaissant des niveaux élevés d'insécurité étant principalement situés à Kandahar, Khost, Kunduz et Takhar.

Limitations

Aucun processus de recherche n'est parfait, notamment en Afghanistan, et un certain nombre de facteurs peuvent limiter ou influencer les résultats de cette recherche.

Les questions sensibles soulevées dans cette recherche (notamment autour des normes relatives à la violence ou au genre) sont difficiles à expliquer dans n'importe quel contexte, et comportent des limites particulières en Afghanistan.

En général, les questions relatives au genre et au rôle de la femme ne trouvent pas de réponses, crée des soupçons provoque même la colère des répondants. Les recherches de cette nature exigent un haut niveau de confiance. Toutefois, les personnes interrogées ne se sentent parfois pas à l'aise lorsque des sujets comme la violence ou l'harcèlement sexuel sont abordés.

Bien que les chercheurs aient précisé que la participation à cette enquête se faisait sur la base du volontariat et, que les personnes interrogées pouvaient refuser de répondre aux questions ou terminer l'entretien à tout moment l'hospitalité afghane envers les chercheurs qui ont probablement été considérés comme des invités, a pu leur donner l'impression d'être obligé d'y participer. . Cette même hospitalité a par ailleurs pu les conduire à mentir aux chercheurs lorsqu'ils estimaient que leurs propos pouvaient les offenser.

Les organisations ayant entrepris ces recherches ont établi des relations avec de nombreuses communautés et individus impliqués dans cette recherche. Avant les entretiens, les chercheurs ont expliqué que les organisations ayant conduit ces recherches étaient indépendantes et impartiales vis à vis des parties du conflit. Pourtant, les organisations humanitaires posant ces questions sensibles sont inscrites dans des dynamiques de pouvoir sous-jacentes qui ne peuvent être ignorées.

Les chercheurs ont également expliqué que ce processus n'était pas lié à l'attribution de l'aide ou de tout autre avantage. Cependant, les enquêtes de recherche - en Afghanistan ou ailleurs - ont souvent pour effet de susciter des attentes. Tout comme certains peuvent hésiter à parler librement ou franchement, certains sujets interrogés peuvent exagérer leur situation dans l'espoir d'être aidés. D'une part, les relations préexistantes entre certains des organismes de recherche et les personnes interrogés peuvent avoir permis aux chercheurs de leur poser des questions plus sensibles et d'y accéder plus facilement. . D'autre part, elles peuvent avoir influencé les réponses des personnes interrogés.

La hiérarchie sociale et la dynamique afghane, surtout chez les hommes, ont bouleversé l'ambiance que les chercheurs ont tentée de créer au sein des groupes de discussions. Dans certains cas, les voix des anciens et

des personnes dotées de pouvoir ont été les plus importantes, tandis que d'autres étaient principalement humbles et moins expressifs. Bien que les chercheurs des groupes de discussions aient essayé de contrecarrer cette dynamique et faire en sorte que tous les participants se sentent capables de parler, ils n'y sont pas toujours parvenus. Ainsi, dans quelques cas, une voix a pu dominer ce qui était censé être une discussion de groupe.

Annexe B: Résumé des principaux résultats

Filles en âge d'être scolarisées

F1. Quel âge avez-vous?

Filles en âge d'être scolarisées (n=687)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
10-15	10	24	9	0	17	15	5	8	13	12	20	17	1	2	8	11	6	178
15-20	24	16	15	30	22	20	31	26	18	27	20	15	19	39	29	52	22	425
20-25	4	0	15	9	2	7	5	8	1	1	0	11	2	2	3	2	12	84
Total	38	40	39	39	41	42	41	42	32	40	40	43	22	43	40	65	40	687

F2. Allez-vous à l'école actuellement?

Filles en âge d'être scolarisées (n=687)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Non	11	2	15	12	3	1	10	2	12	14	6	11	2	5	1	1	11	119
Oui	27	38	24	27	38	41	31	40	20	26	34	32	20	38	39	64	29	568
Total	38	40	39	39	41	42	41	42	32	40	40	43	22	43	40	65	40	687

F3. Si vous êtes actuellement à l'école, à quel niveau êtes-vous?

Filles en âge d'être scolarisées scolarisées (n=568)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Lycée	13	12	11	17	18	22	8	18	5	6	7	5	20	17	28	16	10	233
Primaire	2	10	6	1	1	4	2	7	5	4	7	9	0	4	0	8	4	74
Collège	12	16	7	9	19	15	21	15	10	16	20	18	0	17	11	40	15	261
Total	27	38	24	27	38	41	31	40	20	26	34	32	20	38	39	64	29	568

4. Quel niveau souhaitez-vous compléter?

Filles en âge d'être scolarisées souhaitant poursuivre leurs études (n=493)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Panshir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Primaire	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	2	6
Collège	1	1	0	1	0	0	0	1	1	0	3	2	0	0	0	0	0	10
Lycée	11	3	0	5	6	1	8	0	2	12	7	11	0	5	2	11	11	95
Université	10	29	9	12	27	21	16	29	6	6	27	9	21	16	30	43	5	316
Je ne sais pas/ vide	1	2	10	3	5	9	2	2	7	2	1	2	0	3	4	6	7	66
Total	23	37	19	21	38	31	26	32	17	20	38	25	21	24	36	60	25	493

F5. Quels sont les principaux obstacles à l'éducation des filles?

Filles en âge d'être scolarisées (n=687)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Panshir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Pas d'école unisexe	1	0	1	8	8	4	0	0	1	0	19	5	0	0	4	14	1	66
Manque d'enseignantes	7	9	3	11	14	14	1	0	1	2	27	7	3	1	1	38	19	158
Education de qualité inférieure	3	14	4	0	12	7	7	0	3	2	13	8	0	3	15	3	1	95
Insécurité	2	23	20	4	3	9	11	15	20	17	24	20	7	1	15	4	14	209
Classes mixtes	0	2	0	2	6	3	0	0	0	4	16	1	0	0	0	8	1	43
Harcèlement	1	2	3	0	5	1	0	9	1	7	8	5	3	1	7	4	0	57
Manque de soutien familial	8	6	0	21	16	9	18	19	10	8	9	15	0	25	7	45	5	221
Manque de soutien communautaire	0	2	0	2	4	1	6	3	1	5	11	1	0	1	3	2	23	65
Violence des enseignants et du personnel	0	0	1	0	1	1	5	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	10
Eloignement de l'école	10	3	1	12	25	8	8	9	2	5	5	1	2	7	4	7	10	119
Pauvreté	10	28	13	19	22	9	25	19	5	15	2	14	12	5	24	12	33	267
Mariage précoce ou forcé	13	8	1	22	22	19	24	24	12	16	6	10	14	16	25	25	16	273
Communauté ou croyances culturelles	1	0	0	0	2	0	2	4	4	3	1	1	0	0	0	2	11	31
Menaces	2	0	2	2	9	0	0	1	7	4	0	0	0	0	10	0	2	39
IEDs, mines, etc.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	2
Attentats-suicide	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	7	4	0	13	0	0	28
Kidnappings	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	0	1	3	0	2	9
Autres	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	0	0	0	1	3	0	2	9
Total	38	40	39	39	41	42	41	42	32	40	40	43	22	43	40	65	40	687

F6. Quels genres d'outils avez-vous dans votre école ?

Filles en âge d'être scolarisées (n=687)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Livres	21	38	14	13	14	8	17	25	11	20	30	24	16	17	29	45	28	370
Fournitures	9	30	2	8	7	3	4	8	12	12	2	14	2	4	1	45	0	163
Bureau	12	27	11	18	10	6	15	30	11	11	5	25	8	17	38	51	13	308
Chaises ou bancs	12	27	10	15	7	7	15	30	12	11	6	25	15	17	38	51	13	311
Bâtiment scolaire	12	20	2	3	11	11	13	30	10	6	8	23	2	15	19	35	17	237
Total	27	38	24	27	38	41	31	40	20	26	34	32	20	38	39	64	29	568

Enseignants

T1. De quel sexe êtes vous ?

Enseignants (n=332)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Femmes	12	16	11	13	19	11	19	20	8	10	4	17	11	14	11	10	11	217
Hommes	8	4	9	7	2	10	1	2	8	10	16	3	3	6	9	8	9	115
Total	20	20	20	20	21	21	20	22	16	20	20	20	14	20	20	18	20	332

T2. Quel âge avez-vous?

Enseignants (n=332)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
20-29	10	7	2	14	20	11	8	7	5	2	6	5	5	10	7	10	0	129
30-39	4	7	10	4		2	8	7	5	9	5	12	2	3	4	0	6	88
40-49	3	6	5	1	1	5	4	5	2	5	3	3	0	5	7	3	9	67
50-59	2	0	1	1	0	3	0	2	3	4	5	0	7	2	2	5	5	42
60+	1	0	2	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	6
Total	20	20	20	20	21	21	20	22	16	20	20	20	14	20	20	18	20	332

T3. Quel niveau d'éducation avez-vous atteint ?

Enseignants (n=332)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bannayan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Primaire	2	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1	0	7
Collège	0	4	0	2	0	0	0	1	2	0	0	1	0	0	0	7	8	25
Lycée	9	10	4	10	17	16	14	8	9	8	12	5	8	4	2	7	5	148
Formation des enseignants	8	5	10	6	3	3	5	10	4	10	7	11	5	15	9	1	7	119
Université	1	0	6	2	0	2	1	3	1	2	0	2	1	1	9	2	0	33
Total	20	20	20	20	21	21	20	22	16	20	20	20	14	20	20	18	20	332

T4. A quel niveau scolaire enseignez-vous?

Enseignants (n=332)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bannayan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Primaire	3	9	0	3	2	1	3	2	2	5	5	9	3	2	0	5	0	54
Collège	8	5	4	5	7	7	7	7	5	10	4	2	7	1	0	6	3	88
Primaire & Collège	1	3	0	2	2	5	4	3	6	4	1	4	0	3	0	6	0	44
Lycée	7	3	11	5	4	1	4	9	2	1	10	4	3	12	17	0	17	110
Primaire, Collège & Lycée	1	0	1	5	6	7	2	1	1	0	0	1	0	2	3	1	0	31
Université	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	5
Total	20	20	20	20	21	21	20	22	16	20	20	20	14	20	20	18	20	332

T5. Avez-vous assez d'enseignants dans votre école?

Enseignants (n=332)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bannayan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Oui	4	3	10	9	4	2	6	8	8	3	8	5	6	6	10	0	0	92
Non	16	16	7	11	17	18	13	14	8	12	12	15	8	14	10	18	18	227
Je ne sais pas / Vide	0	1	3	0	0	1	1	0	0	5	0	0	0	0	0	0	2	13
Total	20	20	20	20	21	21	20	22	16	20	20	20	14	20	20	18	20	332

T6. Si Oui, quel genre d'enseignant manque-il à votre école ?

Enseignants ayant répondu Oui à la question T5 (n=227)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Femmes	7	16	0	1	2	5	12	10	0	8	9	10	6	11	3	18	6	124
Hommes	1	0	0	6	9	2	1	0	5	0	3	1	0	0	0	0	0	28
Les deux	7	0	3	3	6	10	0	3	3	4	0	3	0	2	6	0	12	62
Je ne sais pas/ Vide	1	0	4	1	0	1	0	1	0	0	0	1	2	1	1	0	0	13
Total	16	16	7	11	17	18	13	14	8	12	12	15	8	14	10	18	18	227

T7. Quels sont les principaux obstacles à l'éducation des filles?

Enseignants (n=332)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Pas d'école pour fille	8	0	0	0	3	2	0	0	6	3	6	3	0	0	1	1	1	34
Manque d'enseignantes	8	8	2	2	6	4	1	0	6	8	13	4	2	5	0	6	8	83
Education de qualité inférieure	0	5	4	0	6	1	4	0	0	2	4	8	0	0	2	1	1	38
Insécurité	0	6	9	0	1	9	2	6	13	11	15	8	5	0	4	3	19	111
Classes mixtes	0	0	1	1	2	3	0	0	0	9	2	1	0	0	1	1	1	22
Harcèlement	0	3	0	0	0	0	0	7	2	5	7	0	0	2	3	1	0	30
Manque de soutien familial	5	6	0	12	6	6	14	15	9	3	4	6	4	11	3	14	2	120
Manque de soutien communautaire	1	0	0	0	2	0	4	6	1	1	1	0	0	2	1	3	4	26
Violence des enseignants et du personnel	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Eloignement de l'école	4	3	1	12	13	8	7	9	2	0	4	1	5	11	5	2	8	95
Pauvreté	6	14	5	12	11	3	14	12	1	1	2	6	2	5	9	2	10	115
Mariage précoce ou forcé	11	11	2	17	12	10	15	17	7	5	9	5	9	10	8	4	13	165
Croyances communautaires ou culturelles	1	0	0	0	0	0	1	4	2	1	2	1	0	0	0	0	8	20
Menaces	1	1	3	1	3	2	0	0	2	3	0	0	0	0	1	0	3	20
IED, mines, etc.	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	4
Attentats-suicide	0	0	1	0	0	1	0	0	1	1	1	0	2	0	6	0	0	13
Kidnappings	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	3
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	20	20	20	20	21	21	20	22	16	20	20	20	14	20	20	18	20	332

Parents

P1. De quel sexe êtes vous ?

Parents (n=330)

	Badakhshan	Buddhis	Bal KH	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Femmes	20	20	23	19	19	20	20	20	20	20	19	19	9	19	19	20	17	323
Hommes	17	20	13	21	21	20	20	21	19	17	21	21	7	19	22	6	22	307
Total	37	40	36	40	40	40	40	41	39	37	40	40	16	38	41	26	39	630

P2. Quel âge avez-vous?

Parents (n=330)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
20-29	1	4	7	4	8	14	3	3	2	4	16	4	2	1	5	2	4	84
30-39	7	5	12	13	10	12	14	15	8	13	12	11	2	7	8	8	9	166
40-49	18	21	11	9	13	10	13	15	21	12	7	10	3	16	20	8	20	227
50-59	10	9	4	9	5	4	6	8	7	8	5	14	6	12	4	6	5	122
60+	1	1	2	5	4	0	4	0	1	0	0	1	3	2	4	2	1	31
Total	37	40	36	40	40	40	40	41	39	37	40	40	16	38	41	26	39	630

P3. Quel niveau d'éducation avez-vous atteint?

Parents (n=330)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Education Informelle	8	8	12	2	3	13	4	5	5	5	21	2	1	12	5	11	1	118
Primaire	3	3	4	5	3	5	14	5	6	3	3	7	2	4	4	6	8	85
Collège	4	7	1	5	1	1	4	7	7	2	5	5	1	1	5	0	7	63
Lycée	6	11	11	15	4	4	4	4	13	8	4	4	4	4	8	1	9	114
Université	2	2	4	5	0	0	2	7	2	4	0	3	8	7	5	0	2	53
Pas d'éducation	14	9	4	8	29	17	12	13	6	15	7	19	0	10	14	8	12	197
Total	37	40	36	40	40	40	40	41	39	37	40	40	16	38	41	26	39	630

P4. Votre fille va-t-elle à l'école?

Parents (n=330)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Actuellement à l'école	30	31	27	38	31	26	28	31	11	11	15	18	15	33	26	21	18	410
Etait à l'école mais a arrêté	9	11	3	4	5	7	9	7	14	9	23	9	4	4	4	7	16	145
N'est jamais allée à l'école	3	4	6	6	2	6	6	4	15	13	5	11	3	3	6	5	5	106
N'a pas encore l'âge d'aller à l'école	2	0	6	3	5	11	4	8	6	9	2	6	1	2	11	2	6	84
Total	44	46	42	51	42	50	47	50	46	42	45	44	23	42	47	35	45	745

P5. Votre fils est actuellement à l'école?

Parents (n=330)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Actuellement à l'école	28	25	28	32	31	30	32	37	27	21	31	31	13	36	31	25	31	489
Etait à l'école mais a abandonné	3	1	4	5	4	6	7	3	6	5	6	5	3	1	5	4	8	76
N'est jamais allé à l'école	4	3	0	2	5	3	2	1	4	8	3	4	2	2	6	2	6	57
N'a pas encore l'âge d'aller à l'école	3	6	8	5	3	4	5	4	4	8	4	5	2	4	4	2	2	73
Pas de Fils	1	3	2	2	2	3	1	3	2	2	0	2	1	0	1	0	3	28
Total	37	40	36	40	40	40	40	41	39	37	40	40	16	38	41	26	39	630

P6. Quel est le niveau moyen d'éducation que les filles de votre village ont atteint ?

Parents (n=330)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Pansjir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Primaire	1	3	3	0	6	1	6	0	15	17	13	11	1	2	1	1	7	88
Collège	15	18	5	1	17	15	17	14	14	16	15	11	1	1	14	10	16	200
Lycée	21	19	28	39	17	24	17	27	10	4	12	18	14	35	26	15	16	342
Total	37	40	36	40	40	40	40	41	39	37	40	40	16	38	41	26	39	630

P7. Quel niveau d'éducation aimeriez-vous que votre fille obtienne ?

Parents (n=330)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Panshir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Primaire	0	0	0	0	1	0	1	1	3	0	0	1	0	0	0	0	2	9
Collège	3	6	0	0	1	0	4	9	11	4	0	4	0	0	0	1	9	52
Lycée	13	16	11	5	1	0	13	2	10	11	4	10	0	7	0	13	6	122
Université	18	15	14	33	27	25	13	27	4	2	31	23	14	26	24	12	12	320
Pas sur	3	2	6	2	2	14	3	1	7	6	5	2	2	2	9	0	9	75
Jusqu'au mariage	0	1	5	0	8	1	6	1	4	14	0	0	0	3	8	0	1	52
Total	37	40	36	40	40	40	40	41	39	37	40	40	16	38	41	26	39	630

P8. Quels sont les principaux obstacles à l'éducation des filles?

Parents (n=330)

	Badakhshan	Badghis	Balkh	Bamiyan	Daikundi	Ghazni	Herat	Kabul	Kandahar	Khost	Kunar	Kunduz	Nangarhar	Panshir	Parwan	Samangan	Takhar	Total
Pas d'école pour fille	9	0	0	5	12	13	4	0	15	13	13	10	0	2	3	7	1	107
Manque d'enseignantes	17	20	0	15	18	15	4	2	11	12	28	10	9	8	3	14	9	195
Education de qualité inférieure	6	11	5	2	23	14	21	2	1	3	21	15	0	3	8	2	0	137
Insécurité	1	20	13	0	2	7	11	5	33	7	22	30	4	0	27	2	31	215
Classes mixtes	1	2	0	0	11	13	0	0	0	5	9	0	1	0	0	6	1	49
Harcèlement	0	4	5	2	3	0	4	16	7	11	15	6	4	0	10	0	6	93
Manque de soutien familial	6	10	8	9	3	16	24	21	16	11	14	9	3	10	8	12	4	184
Manque de soutien communautaire	0	5	5	0	1	0	8	3	11	5	9	3	1	8	4	2	8	73
Violence des enseignants et du personnel	0	1	4	0	0	0	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	8
Eloignement de l'école	12	4	1	17	27	36	7	13	8	3	1	1	11	16	2	4	13	176
Pauvreté	16	29	15	29	26	38	21	27	13	1	3	14	2	7	33	4	19	297
Mariage précoce ou forcé	15	8	5	26	19	1	20	27	14	7	13	8	6	12	17	3	11	212
Communauté ou croyances culturelles	0	0	0	0	0	0	0	4	0	1	0	3	0	1	0	1	15	25
Menaces	1	4	2	1	1	0	1	0	8	1	0	3	0	0	5	0	11	38
IEDs, mines, etc.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	2
Attentats-suicide	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	6	2	0	23	0	1	34
Kidnappings	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	3	0	4	10
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	37	40	36	40	40	40	40	41	39	37	40	40	16	38	41	26	39	630

Notes

- i Hassan Mohammad, "Education and the Role of NGOs in Emergencies, Afghanistan 1978 – 2002," USAID/American Institutes for Research, 8 Août , 2006. .
- ii Islamic Republic of Afghanistan Ministry of Education, 1388 (2009-10) School Attendance, unpublished spreadsheet.
- iii Islamic Republic of Afghanistan Ministry of Education, 1388 (2009-10) School Enrollment by Grade, unpublished spreadsheet..
- iv Jo Ann K. Intili and Ed Kissam, "How to do More, Faster: The Current Status of Afghanistan's Education System and a Strategy to Increase Service Capacity While Improving Learning," Aguirre Division, JBS International, Septembre 2008.
- v République islamique d'Afghanistan Ministère de l'éducation, 1388 (2009-10) Infrastructures scolaires, tableaux non publiés.
- vi . National Risk and Vulnerability Assessment (NRVA) 2007/8, Central Statistics Organization (CSO), disponible sur : <http://nrva.cso.gov.af>.
- vii NRVA 2007 / 8, Op. cit.
- viii Paul T. Schultz, "Investments in the Schooling and Health of Women and Men: Quantities and Returns," Journal of Human Resources, Automne 1993..
- ix Des témoignages d'une étude multi-pays en Afrique a révélé que les personnes qui ont terminé l'enseignement secondaire ou universitaire sont plus susceptibles d'être en faveur de la démocratie. Voir David Stasavage, "Working Paper No. 54: Democracy and Primary School Attendance: Aggregate and Individual Level Evidence from Africa," Afrobarometer Working Papers, October 2005, disponible sur: <http://www.afrobarometer.org/papers/AfropaperNo54.pdf>. En outre, une étude menée auprès de 1300 femmes en Inde a montré que les femmes ayant au moins fait des études étaient moins susceptibles d'être impliquées des relations domestiques abusives.. Voir Barbara Herz and Gene Sperling. "What Works in Girls' Education," Council on Foreign Relations, 2004, disponible sur: http://www.cfr.org/publication/6947/what_works_in_girls_education.html?id=6947.
- x Herz et Sperling, Op. cit.
- xi World Bank, "Education," disponible sur: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/0,,contentMDK:20264715~menuPK:535759~pagePK:146736~piPK:226340~theSitePK:258644,00.html>.
- xii Intili et Kissam, Op. cit.
- xiii NRVA 2007 / 8, Op. cit.
- xiv Islamic Republic of Afghanistan Ministry of Education, 1388 (2009) Student Enrollment Charts, tableaux non publiés..
- xv Islamic Republic of Afghanistan Ministry of Education, 1388 (2009-10) School Attendance, tableaux non publiés..
- xvi Islamic Republic of Afghanistan Statistical Yearbook, 2009-10, Central Statistics Organization..
- xvii Islamic Republic of Afghanistan Statistical Yearbook, 2009-10, Op cit..
- xviii National Risk and Vulnerability Assessment 2007/8, Central Statistics Organization (CSO)
- xix NRVA 2007 / 8, Op. cit.
- xx NRVA 2007 / 8, Op. cit.
- xxi Programme Alimentaire Mondial (PAM) Site Web, disponible à : <http://www.wfp.org/countries/afghanistan>.
<http://www.wfp.org/countries/afghanistan>.
- xxii "Free, Quality Education for Every Afghan Child," Note d'information d'Oxfam, , Novembre 2006, disponible à : http://www.oxfam.org/en/policy/bp93_afghanistan_0611; Hunte, Op cit.
- xxiii Human Rights Research and Advocacy Consortium (HRRAC), "Report Card: Progress on Compulsory Education, Grades 1-9," March 2004, available at: <http://www.afghanadvocacy.org.af/englishweb/Data/Reports/EducationBriefEnglish.pdf> .
- xxiv Afghan Independent Human Rights Commission (AIHRC), "Fair Access of Children to Education in Afghanistan," September 12, 2009, disponible sur : http://www.aihrc.org.af/2010_eng/Eng_pages/Reports/Thematic/research_Access_f_Children_Education_n_Afghanistan_12_sep_09.pdf.
- xxv Afghanistan: Avoid Using Schools in Elections, Say Agencies," IRIN, June 17, 2010, disponible sur : <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportID=89521>.
- xxvi République islamique d'Afghanistan, Ministère de l'éducation, 1388 (2009-10) Information sur la situation scolaire, tableaux non publiés.
- xxvii Lessons in Terror: Attacks on Education in Afghanistan," Human Rights Watch, Vol. 18, No. 6, Septembre 2006, available at: <http://www.hrw.org/reports/2006/afghanistan0706/index.htm>.
- xxviii Marit Glad, "Knowledge on Fire: Attacks on Education in Afghanistan, Risks and Measures for Successful

- Mitigation," CARE/Ministry of Education/World Bank, Novembre 2009, disponible sur : http://www.care.ca/ckfinder/userfiles/files/Knowledge_on_fire-attacks_schools.pdf.
- xxxix Pour une description plus détaillée des comportements des AOG envers l'éducation des filles, voir Matt Waldman "Dangerous Liaisons with the Afghan Taliban: The Feasibility and Risks of Negotiations," United States Institute of Peace, October 2010, disponible sur : <http://www.usip.org/publications/dangerous-liaisons-the-afghan-taliban> and Thomas Ruttig, "Tactical or Genuine? The Taleban's 'New Education Policy,'" Afghan Analysts Network, January 15, 2011, available at: <http://aan-afghanistan.com/index.asp?id=1434>.
- xxx Waldman, Op. cit.
- xxxii AIHRC, Op. cit.
- xxxiii Pamela Hunte, "Looking Beyond School Walls: Household Decision-Making and Enrollment in Afghanistan," Afghanistan Research and Evaluation Unit, Mars 2006, disponible sur : .
- xxxiiii Hunte, Op. cit.
- xxxv Integrity Watch Afghanistan (IWA), "Afghan Experiences and Perceptions of Corruption: a National Survey 2010," Juillet 2010, disponible sur : <http://www.iwaweb.org/src/IWA%20corruption%20survey%202010.pdf>.
- xxxvi Données du Ministère de l'Éducation pour les écoles actuelles, chiffres de 2004 provenant de "Afghanistan: Managing Public Finances for Development," World Bank, Volume IV: Improving Public Financial Management: Case Studies of Selected Sectors, 22 Décembre 2005.
- xxxvii Dana Burde and Leigh L. Linden, "The Effect of Proximity on School Enrollment: Evidence from a Randomized Controlled Trial in Afghanistan," Mai 2009, disponible sur : <http://sticerd.lse.ac.uk/seminarpapers/dg11052009.pdf>.
- xxxviii Burde et Linden, Op. cit.
- xxxix République islamique d'Afghanistan, Ministère de l'éducation, 1388 (2009-10) étudiants de l'enseignement général par niveau d'éducation, tableaux non publiés.
- xl AIHRC Op. cit.
- xli «Enquête nationale sur le handicap en Afghanistan, 2005 » Handicap International, 2005.
- xlii National Risk and Vulnerability Assessment 2007/8, Central Statistics Organization (CSO)
- xliiii May A. Rihani, "Keeping the Promise: Five Benefits of Girls' Secondary Education," Academy for Educational Development (AED), 2006, disponible sur : <http://www.aed.org/Publications/loader.cfm?url=/commonspot/security/getfile.cfm&pageid=15504> .
- xliiiii Intili et Kissam, Op. cit.
- xlv République islamique d'Afghanistan Ministère de l'éducation, 1388 (2009-10) infrastructures scolaires, tableaux non publiés.
- xlvi "Afghanistan: Thousands of Schools Lack Drinking Water, Sanitation," IRIN, 12 Mai, 2009, disponible sur: <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=84336>. This contradicts MoE estimates that only 12% of schools lack access to water and sanitation.
- xlvii AIHRC, Op. cit.
- xlviii IWA, Op. cit.
- xlix AIHRC, Op. cit.
- l Intili et Kissam, Op. cit.
- li Il faut noter que, souvent, les chiffres du Ministère relatifs aux enseignants dans l'ensemble de l'Afghanistan n'incluent pas ceux dont les salaires sont directement pris en charge par des ONG, pour lesquels il n'existe pas d'estimations précises disponibles.
- lii Islamic Republic of Afghanistan Statistical Yearbook, 2009-10, *Op cit*.
- liiii Islamic Republic of Afghanistan Statistical Yearbook, 2009-10, *Op cit*.
- liiii AIHRC, Op. cit.
- liv Jean Spink, "Education, Reconstruction and Forced Migration in Afghanistan," Forced Migration Review, juillet 2006..
- lv Derryhouse, Op. cit.
- lvii Amid Mohammad Mansory, "Do Children Learn in Afghan Schools? Assessment of Math and Language Achievements of Students at the End of Grades 3 and 6 in SCA Supported Schools," Swedish Committee for Afghanistan (SCA), février 2010.
- lviii NRVA 2007 / 8, Op. cit.
- lix Gouvernement de l'Inde Sarva Shiksha Abhiyan (SSA) site web, disponible à : <http://ssa.nic.in/>.
- lx "Free, Quality Education for Every Afghan Child," *Op cit*.
- lxi "Afghanistan: Managing Public Finances for Development Vol IV: Improving Public Financial Management: Case Studies of Selected Sectors," World Bank, 2005, disponible sur : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/SOUTHASIAEXT/0,,contentMDK:20836421~pagePK:146736~piPK:146830~theSitePK:223547,00.html>

^{lxii} Sudhanshu Handa, "Raising Primary School Enrollment in Development Countries: The Relative Importance of Supply and Demand," International Food Policy Research Institute (IFPRI), novembre 1999, disponible sur : <http://www.ifpri.org/divs/fcnd/dp/papers/dp76.pdf>.

© Oxfam International Février 2011

Cette recherche a été conjointement conçue et réalisée par les organisations suivantes: Afghan Civil Society Forum (ACSF), Afghan Development Association (ADA), Afghan Peace and Democracy Act (APDA), Afghan Women's Network (AWN), Afghan Women Services and Education Organization (AWSE), All Afghan Women's Union (AAWU), CARE, Cooperation Centre for Afghanistan (CCA), Coordination of Afghan Relief (CoAR), Coordination of Humanitarian Assistance (CHA), Education Training Center for Poor Women and Girls of Afghanistan (ECW), Legal and Cultural Services for Afghan Women and Children (LCSAWC), Oxfam, Sanayee Development Organization (SDO), Shuhada and Swedish Committee for Afghanistan (SCA).

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter: advocacy@oxfaminternational.org

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-84814-828-4 Février 2011. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Oxfam

Oxfam est une confédération internationale de 14 organisations qui travaillent ensemble dans 99 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice :

Oxfam Amérique (<http://www.oxfamamerica.org/>),
Oxfam Australie (<http://www.oxfam.org.au/>),
Oxfam-en-Belgique (<http://www.oxfamsol.be/>),
Oxfam Canada (<http://www.oxfam.ca/>),
Oxfam France (<http://www.oxfamfrance.org/>),
Oxfam Allemagne (<http://www.oxfam.de/>),
Oxfam Grande-Bretagne (<http://www.oxfam.org.uk/>),
Oxfam Hong Kong (<http://www.oxfam.org.hk/>),
Intermon Oxfam (Espagne) (<http://www.intermonoxfam.org/>),
Oxfam Irlande (<http://www.oxfamireland.org/>),
Oxfam Mexique (<http://www.oxfamexico.org/>),
Oxfam Nouvelle-Zélande (<http://www.oxfam.org.nz/>),
Oxfam Novib (Pays-Bas) (<http://www.oxfamnovib.nl/>)
Oxfam Québec (<http://www.oxfam.qc.ca/>)

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam, travaillent vers une affiliation complète :

- Oxfam India (<http://www.oxfamindia.org/>)
- Oxfam Japan (<http://www.oxfam.jp/>)
- Oxfam Italie (<http://www.oxfamitalia.org/>)

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org